

ANALYSE APPROFONDIE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES RURAUX EN CÔTE D'IVOIRE

Rapport provisoire

Juillet 2009

Rapport préparé par :

- **L'Institut National de la Statistique de Côte d'Ivoire**
- **Le Ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire**
- **Le bureau du PAM en Côte d'Ivoire**
- **Le bureau de la FAO en Côte d'Ivoire**
- **Le bureau régional du PAM à Dakar**
- **L'unité d'analyse et cartographie de la vulnérabilité OMXF du PAM à Rome**

RESUME EXECUTIF

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Après quatre décennies de relative prospérité économique, la Côte d'Ivoire a connu une situation politique instable depuis le coup d'état militaire du 24 décembre 1999. Le 19 septembre 2002, une deuxième tentative de coup d'Etat s'est transformée en une rébellion armée qui a abouti à la partition du pays en deux zones : le Sud, sous contrôle gouvernemental et le Nord occupé par les rebelles ou Forces Nouvelles (FN), séparées par une zone tampon dite « zone de confiance ». Le 4 mars 2007, les deux principaux protagonistes de la crise ivoirienne ont signé l'accord politique de Ouagadougou (APO). Cet accord qui crée les conditions de retour à une paix durable a permis au pays de normaliser ses relations avec la communauté internationale. Après plusieurs reports, la date des élections présidentielles a été finalement fixée pour Novembre 2009. Le pays traverse actuellement une situation économique difficile et la plupart des indicateurs socio-économiques ce sont fortement dégradés au cours de ces dernières années. Le taux de pauvreté est passé de 38,4% en 2002 à 48,9% en 2008. En espace d'une génération, le nombre de pauvres a été multiplié par 10 avec une forte progression en milieu rural et dans la ville d'Abidjan. Les évaluations disponibles dans le pays montrent une situation alimentaire et nutritionnelle très précaire dans le nord et l'ouest du pays. Les interventions du PAM dans le pays couvrent les programmes de réhabilitation et de protection des moyens de subsistance, les cantines scolaires et les programmes de santé-nutrition. C'est dans ce contexte que le Gouvernement Ivoirien à travers le Ministère de l'Agriculture a adressé une requête pour que le PAM et la FAO lui apportent un appui technique et financier pour la réalisation d'une enquête sur la situation alimentaire des ménages ruraux.

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'enquête couvre uniquement le milieu rural et est statistiquement représentative de chacune des 19 régions administratives. Elle a procédé par un sondage aléatoire stratifié à deux degrés. Les strates sont constituées des 19 régions administratives. Dans chaque strate, 21 districts de recensement (DR) sont tirés proportionnellement à la taille au premier degré et 12 ménages sont aléatoirement tirés au second degré dans chaque DR. Au total, 252 ménages sont enquêtés dans chaque strate. Ce qui conduit à une taille globale de 4788 ménages à l'échelle nationale. L'ensemble des données a été pondéré par un coefficient d'extrapolation.

LIMITE DE L'ETUDE

Elle ne couvre pas le milieu urbain. L'approche est basée uniquement sur la fréquence et la diversité alimentaire et non sur les quantités consommées même s'il est démontré que les deux indicateurs sont très corrélés.

COMBIEN DE MENAGES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE?

Sur le plan national, 12,6% des ménages ruraux sont en insécurité alimentaire dont 2,5% sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère et 10,1% dans une situation d'insécurité alimentaire modérée. Si l'on rapporte ces proportions à la population rurale, l'insécurité alimentaire toucherait environ 1.269.549 personnes dont 232.602 personnes en insécurité alimentaire sévère. Cette situation montre que d'une manière générale que sous certaines réserves, la situation alimentaire des ménages ruraux s'est dégradée si l'on se réfère aux évaluations précédentes. L'analyse de la diversité de la consommation alimentaire des enfants de 6 à 23 mois montre que environ 2 enfants sur 3 de cette tranche d'âge a une alimentation pauvre et non diversifiée. La mauvaise alimentation chez les jeunes enfants peut être à l'origine des problèmes de malnutrition. De même on a noté que la qualité de l'alimentation des enfants et celle de son ménage sont intimement liées.

LES REGIONS LES PLUS AFFECTEES PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE

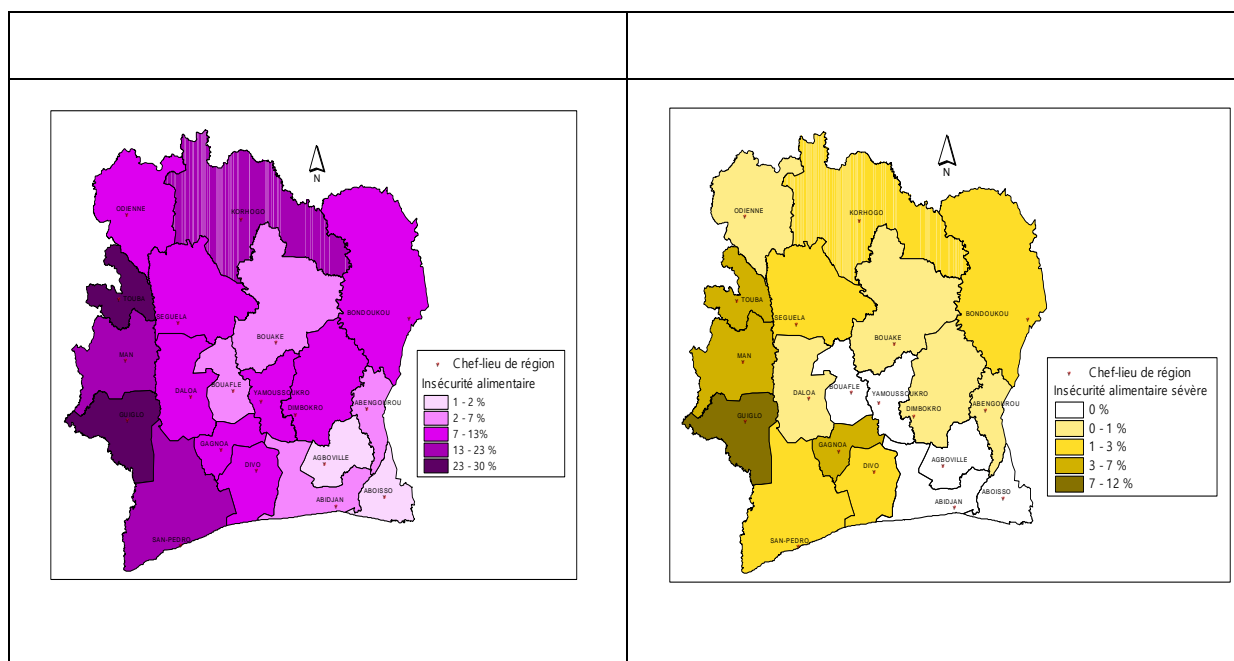
Les taux d'insécurité alimentaire sévère les plus élevés sont enregistrés dans les régions suivantes :

Moyen Cavally (11,9%) ; Montagne (7,2%) ; Bafing (5,6%) ; Fromager (5,5%) ; Savane (3%) ; Zanzan (2,7%) ; Basassandra (2,6%).

L'insécurité alimentaire modérée touche davantage plus les régions suivantes : *Bafing (24,3%), Basassandra (18,9%), Moyen Cavally, Montagne (16,1%), Savane (14,3%), Hautassandra (11%), Zanzan (10,5%).*

Les régions qui affichent des taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée les plus élevés sont les suivantes: *Bafing (29,9%) ; Moyen Cavally (29,1%), Montagne (23,3%), Basassandra (21,5%), Savane (17,3%), Zanzan (13,2%), Fromager (13,2%) .*

La qualité de l'alimentation des jeunes enfants est beaucoup plus faible dans les régions du nord, de l'ouest et du sud ouest du pays. Ces zones étant également celles où les taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans sont les plus élevés d'après les résultats des enquêtes disponibles.



QUELLES SONT LES CATEGORIES DE MENAGES LES PLUS TOUCHEES ?

Les catégories socio professionnelles de ménages les plus touchés sont tout d'abord les travailleurs journaliers, les ménages dépendants de l'agriculture vivrière de subsistance et les éleveurs. Ces catégories de ménages présentent des taux d'insécurité alimentaire au-dessus de la moyenne nationale. Ensuite viennent les ménages dont les sources de revenu ne sont pas déterminées, ceux dépendants de l'agriculture de rente ainsi que

ceux dépendants de l'artisanat ou de petits métiers. Les ménages exerçant le petit commerce et les salariés sont les moins touchés. De plus l'analyse des données collectées montre que les ménages les plus pauvres présentent des niveaux d'insécurité alimentaire significativement plus élevés. En outre l'analyse selon le genre révèle qu'il existe une faible différence mais statistiquement significative selon le genre : les ménages ayant des femmes à leur tête tendent à présenter un niveau d'insécurité alimentaire plus élevé. Le niveau d'insécurité alimentaire

des ménages semble être également lié au niveau d'instruction de son chef. Le taux d'insécurité alimentaire est deux fois plus élevés parmi les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction ou tout au plus primaire que parmi les ménages dont le chef a un niveau d'instruction secondaire ou supérieur.

QUELQUES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN CÔTE D'IVOIRE

La disponibilité alimentaire ne semble pas constituer un problème majeur dans le pays. En dehors du riz et de la farine de blé, le pays est autosuffisant pour la plupart des produits de grande consommation. Le pays couvre ses besoins en tubercules et banane plantain qui constituent avec les céréales l'alimentation de base de la population contribuant à plus de 65% des apports en calorie. L'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire est essentiellement liée aux problèmes d'accès à la nourriture en raison du faible pouvoir d'achat et de la pauvreté. La crise que traverse le pays a contribué à dégrader les conditions de vie des ménages et affaibli considérablement leurs moyens de subsistance et leur capacité à faire aux chocs. De plus la conjoncture mondiale défavorable, la hausse des prix des denrées alimentaires et des principaux facteurs de production combinés avec des problèmes structurels que connaît la plupart des filières agricoles notamment le coton, le café et le cacao ainsi que le secteur de l'agriculture vivrière ont contribué à la dégradation des conditions de vie des ménages au cours de ces dernières années. Dans les zones de conflit, les problèmes d'insécurité et de déplacements des populations y ont également contribué. En outre plus d'un ménage sur deux (56,5%) ont été affectés par des chocs divers au cours des 12 derniers mois et 47,4% des ménages sont endettés dont 20,3% pour des raisons alimentaires.

FACTEURS DE RISQUE

La situation alimentaire décrite dans le présent rapport traduit celle qui prévaut au moment de l'enquête et de ce fait est évolutive. Plusieurs facteurs de risque, s'ils adviennent peuvent contribuer à une dégradation rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les prochains mois : i) une conjoncture économique mondiale toujours défavorable, ii) des prix des denrées alimentaires de base continuent d'augmenter, iii) la détérioration des termes de l'échanges cultures de rente/vivrier et bétail/vivrier iv) la baisse des transferts d'argent des migrants,vi) l'instabilité politique.

RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS ET PROGRAMMES

En raison de la persistance de l'insécurité alimentaire dans certaines régions du pays, l'assistance alimentaire pourrait se focaliser sur les actions de réhabilitation et de protection des moyens de subsistance en vue de contribuer aux efforts de reconstruction et de lutte contre la pauvreté. De ce fait le cadre défini dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté doit constituer la référence pour ces interventions.

- **L'assistance alimentaire**

Bien que la situation actuelle ne nécessite pas une intervention d'urgence, l'assistance alimentaire reste pertinente sous certaines conditions pour certaines catégories de la population. Elle pourrait jouer un rôle de réhabilitation et de protection des moyens de subsistance et constituer un levier pour les actions de développement de long terme. Les interventions alimentaire doivent être poursuivies à travers les activités de vivres contre travail, de vivres contre formation, de cantines scolaires, de prévention et de réhabilitation nutritionnelle des enfants et des

femmes enceintes et allaitantes ainsi que l'appui aux personnes souffrant du VIH/SIDA. Cependant les zones d'intervention, la forme, la période ainsi que les critères d'inclusion de ces différents programmes doivent être soigneusement étudiés et définis d'un commun accord avec le gouvernement, les partenaires et au besoin les bailleurs de fonds.

- **L'assistance non alimentaire**

La relance du secteur de la production vivrière reste une des priorités du gouvernement et de ce fait doit trouver un écho favorable auprès des bailleurs, des institutions des nations unies et des ONGs. Beaucoup d'agriculteurs pauvres font face à des problèmes de semence et d'intrants. Des programmes d'appui à l'agriculture vivrière devraient mettre l'accent sur la fourniture de semences et d'intrants de qualité avec comme priorité les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire. Le secteur agricole d'exportation souffre également de manque d'encadrement, de formation et d'organisation des filières. Des programmes d'achats locaux sous certaines conditions peuvent être également envisagés dans certaines zones spécifiques pour assurer un meilleur prix rémunérateur aux producteurs et inciter à la production. Les transferts monétaires sont également envisageables pour répondre plus efficacement à la problématique de l'insécurité alimentaire en milieu urbain et

compte tenu du fait que les problèmes liés à l'accès économique sont prédominants.

- **Autres recommandations d'ordre général**

Mettre en place des filets sociaux de sécurité pour la protection des pauvres et des populations vulnérables. Les filets sociaux contribuent non seulement à sauver des vies mais aussi à consolider les moyens d'existence et promouvoir le développement à plus long terme. Le défi principal est de concevoir un système de filets sociaux efficace et de fournir les fonds adéquats pour garantir sa soutenabilité. Le renforcement des capacités des institutions étatiques partenaires doit occuper une place importante dans la stratégie d'intervention du PAM en Côte d'Ivoire dans un contexte de paix retrouvée et de reconstitution nationale. Dans le cadre de l'extension des activités du CILSS aux pays côtiers, le gouvernement devrait mettre en place un système d'alertes précoces. La mise en place d'un système d'alertes précoces reste très pertinente dans le nord du pays en raison des fortes variations climatiques et des problématiques de sécurité alimentaire proches de celles du sahel. Le PAM devrait jouer un rôle important dans cette initiative.

SOMMAIRE

1	<i>CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL</i>	7
2	<i>OBJECTIFS DE L'ENQUETE</i>	11
3	<i>METHODOLOGIE DE L'ENQUETE</i>	12
4	<i>LIMITE DE L'ETUDE</i>	12
5	<i>ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE</i>	12
5.1	Combien de ménages sont en insécurité alimentaire ?	12
5.2	Où sont localisés les ménages en insécurité alimentaire ?	13
5.3	Qui sont les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire?	15
5.4	Consommation alimentaire des ménages	15
5.5	Sexe du chef de ménage, taille du ménage, ratio de dépendance économique, statut matrimonial et insécurité alimentaire	22
5.6	Niveau d'éducation du chef de ménage et insécurité alimentaire	24
5.7	Pauvreté et insécurité alimentaire	25
5.8	Endettement des ménages et insécurité alimentaire	26
5.9	Moyens de subsistance et insécurité alimentaire	27
5.10	Chocs subis par les ménages au cours des 12 derniers mois	29
5.11	Stratégies développés par les ménages	32
5.12	Transferts de revenu de la migration et insécurité alimentaire	34
5.13	Insécurité alimentaire du ménage et diversité alimentaire des enfants de 6 à 23 mois	35
5.14	Evolution de la situation alimentaire en milieu rural entre 2006 et 2009	38
6	<i>Facteurs de risque d'insécurité alimentaire</i>	40
7	<i>Conclusion et recommandation</i>	43
7.1	L'assistance alimentaire	44
7.2	L'assistance non alimentaire	46
8	<i>ANNEXE</i>	48

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1: Consommation alimentaire des ménages</i>	21
<i>Tableau 2: Insécurité alimentaire selon le sexe et la taille des ménages</i>	22
<i>Tableau 3: Statut matrimonial du ménage et insécurité alimentaire</i>	23
<i>Tableau 4: Niveau d'éducation du chef de ménage et insécurité alimentaire</i>	24
<i>Tableau 5: Dépenses moyennes mensuelles par tête et par des dépenses alimentaires dans les dépenses globales suivant le niveau d'insécurité alimentaire des ménages</i>	25
<i>Tableau 6: Niveau d'insécurité alimentaire et endettement des ménages</i>	26
<i>Tableau 7: Endettement des ménages selon les moyens de subsistance</i>	29
<i>Tableau 8: Chocs le plus important subis par les ménages au cours des 12 derniers mois selon leur niveau d'insécurité alimentaire</i>	30
<i>Tableau 9: Stratégies développées par les ménages au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête</i> <i>N pondéré = 1.790.647</i>	33
<i>Tableau 10: Transferts reçus des migrants</i>	34
<i>Tableau 11: Evolution de la situation alimentaire entre 2006 et 2009</i>	40
<i>Tableau 12: Taux d'insécurité alimentaire des ménages suivis (en %) dans les sites sentinelles</i>	40
<i>Tableau 13: Estimation de la population en insécurité alimentaire par région</i>	52
<i>Tableau 14: Chocs ayant affecté les ménages au cours des 12 derniers mois précédents (en %)</i>	53
<i>Tableau 15: Matrice de validation du score de consommation alimentaire</i>	53
<i>Tableau 16: Matrice de corrélation entre le score de diversité des enfants de 6-23 mois, le score de consommation alimentaire et le score de diversité du ménage</i>	55

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1: Evolution de l'indice des prix à la consommation</i>	10
<i>Graphique 2: Prévalence de l'insécurité alimentaire en milieu rural</i>	13
<i>Graphique 3: Fréquence et structure de la consommation des ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire</i>	20
<i>Graphique 4: Distribution de l'insécurité alimentaire et la part des dépenses alimentaires suivant les quintiles de revenu</i>	25
<i>Graphique 5: Insécurité alimentaire et endettement selon les groupes de moyens de subsistance</i>	27
<i>Graphique 6: Diversité alimentaire des enfants de 6 à 23 mois</i>	37
<i>Graphique 7: Evolution de la consommation alimentaire des ménages ruraux entre 2006 et 2009</i>	39

1 CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Un contexte économique durement éprouvé par la crise mondiale et la situation politique du pays.

La Côte d'Ivoire est située en Afrique de l'Ouest dans la zone intertropicale humide. D'une superficie de 322 462 km², elle est limitée au sud par le golfe de Guinée sur une côte de 550 km, à l'ouest par la Guinée et le Libéria, au nord par le Burkina Faso et le Mali, et à l'est par le Ghana. La population totale est estimée à 20,8 millions d'habitants en 2008 avec un taux de croissance annuel moyen autour de 3%. Après quatre décennies de relative prospérité économique, le pays a connu une situation politique instable depuis le coup d'état militaire du 24 décembre 1999. Le 19 septembre 2002, une deuxième tentative de coup d'Etat s'est transformée en une rébellion armée qui a abouti à la partition du pays en deux zones : le Sud, sous contrôle gouvernemental et le Nord occupé par les ex-rebelles ou Forces Nouvelles (FN), séparées par une zone tampon dite « zone de confiance ». Le 4 mars 2007, les deux principaux protagonistes de la crise ivoirienne ont signé l'accord politique de Ouagadougou (APO).

Cet accord qui crée les conditions de retour à une paix durable a permis au pays de normaliser ses relations avec la communauté internationale.

Les élections présidentielles porteuses d'espoir d'une sortie définitive de la crise.

Après un nouveau report des élections présidentielles initialement prévues pour Novembre 2008 qui devraient permettre au pays de sortir définitivement de la crise, une nouvelle date a été finalement annoncée pour le 29 Novembre 2009.

La structure de l'économie reste dominée par le secteur agricole qui représente 33% du produit intérieur brut et emploie les deux tiers de la population active et génère 66% des recettes d'exportation. L'agriculture est elle-même dominée par le binôme café-cacao qui représente 40% des recettes d'exportation et 20% du PIB et fait vivre environ 6 millions de personnes¹. Avec une production annuelle estimée autour de 1.200.000 tonnes, la Côte d'Ivoire est le premier pays producteur de cacao avec 40% de la production mondiale. Les autres produits d'exportation agricole sont le café (premier pays producteur africain), le coton (troisième pays producteur africain), la banane, le palmier, l'hévéa, l'ananas, l'anacarde avec un potentiel important de culture céréalière, de production maraîchère et animale.

Le pays a connu une nette régression avec une paupérisation de plus en plus croissante. Selon le ministère du plan et du développement, le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est passé de 38,4% en 2002 à 48,9% en 2008 soit une augmentation de plus de 10 points de pourcentage en moins d'une décennie avec des disparités régionales. Le document de stratégie de pauvreté relève qu'en espace d'une génération, le nombre de pauvres a été multiplié par 10 (incidence de 10% en 1985, 36,8% en 1995 ; 33,6% en 1998 ; 38,4% en 2002; 48,9% en 2008). Le pôle de développement nord connaît la plus

¹ www.Wikipedia.org

forte détérioration avec un taux de pauvreté estimé en 2008 à 77,3% contre 40,3% en 2002.

Ce pôle est suivi par ceux de l'Ouest (63,2%); du Centre-Ouest (62,9%) ; du Nord-Ouest (57,9%); du Centre-Nord (57,0%) et du Nord-Est (54,7%). En outre, la pauvreté est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain. Le taux de pauvreté est passé de 49% en 2002 à 62,45% en 2008 en milieu rural contre 24,5% et 29,45% sur la même période en milieu urbain. La progression de la pauvreté est plus importante dans la ville d'Abidjan, avec environ 50% en plus, que dans les autres villes qui enregistrent un peu moins de 20% de hausse². Les causes de cette situation sont multiples et multiformes. En réalité, les années de stagnation de l'économie nationale ont engendré un taux de croissance économique en deçà de celui de la population avec comme conséquence une évolution négative du revenu réel moyen. Par ailleurs la crise militaro politique a négativement affecté le niveau de vie des ménages. Les résultats de l'enquête sur les niveaux de vie montrent qu'environ un ménage sur deux ont déclaré avoir été affecté directement par la crise. Environ 7 ménages sur 10 ont déclaré connaître des difficultés d'alimentation, 68,1% des difficultés à payer les soins sanitaires, 28,4% ont dit avoir perdu leur activité économique pendant que 26,3% éprouvent des difficultés à se loger.

L'analyse de l'évolution de la pauvreté selon les filières affiche également les mêmes niveaux de dégradation inquiétante des conditions de vie des ménages. En dehors de la filière d'hévéa où le taux de pauvreté est resté à un niveau relativement stable entre 2002 (31,7%) et 2008 (31,8%), il a progressé dans toutes les autres filières agricoles. En particulier la filière

cotonnière a été très affectée et le taux de pauvreté a progressé de l'ordre de 93% entre 2002 (43,9%) et 2008 (84,7%). Outre les problèmes structurels qui caractérisent la filière cotonnière sur le plan mondial, les producteurs locaux font face à une désorganisation de la filière liée à la fermeture de certaines usines, au problème de commercialisation et d'intrants. De plus, les arriérés de paiement pour les producteurs sont estimés à 5,1 milliards de francs CFA en 2007/2008 contribuant ainsi à la forte diminution des revenus de ces derniers. Le taux de pauvreté a également augmenté dans les autres filières : café (65,7% en 2008 contre 52,3% en 2002) ; cacao fève (60,8% en 2008 contre 52,4% en 2002) ; palmier (49,6% en 2008 contre 33,5% en 2002) ; banane (62,4% en 2008 contre 54,6% en 2002) ; Anacarde (66,7% en 2008 contre 57,4% en 2002)³. La filière cacao qui représente le principal produit d'exportation se porte mal. Les plantations de cacao sont trop âgées et les rendements enregistrés sont de plus en plus décroissants en raison du faible niveau d'entretien et d'encadrement durant les années de crise. D'après certaines sources citées par l'international crisis group, en octobre 2008, la production était en baisse de 35% par rapport à l'année précédente.

En dehors de ces causes conjoncturelles qui ont contribué à la détérioration constatée des conditions de vie en Côte d'Ivoire, le manque d'instruction, la précarité de l'emploi, le chômage, les difficultés d'accès aux soins de santé de base, la précarité des moyens d'existence notamment l'accès à l'eau potable, à l'électricité et à un habitat adéquat constituent des causes structurelles. Le développement économique et social a été très affecté et l'indice du développement humain (IDH) du PNUD a suivi parallèlement une baisse tendancielle depuis les années 90.

² Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP)

³ Source : DSRP (INS/MINAGRI)

Les récentes émeutes de la faim n'ont pas épargné la Côte d'Ivoire

La dégradation des conditions de vie des ménages s'est traduite par des difficultés d'accès à la nourriture parmi les couches sociales les plus pauvres et les plus touchées par les conséquences de la crise. En 2008, face à la montée historique des prix des denrées de première nécessité sur le plan mondial, des manifestations pour protester contre la vie chère et la faim ont éclaté un peu partout dans le monde mais également en Côte d'Ivoire. Pour limiter l'impact de la hausse des prix, le Gouvernement a baissé la taxe sur la valeur ajoutée de 18% à 9% et suspendu la taxe sur les importations de certains produits de base avec cependant un impact relativement mitigé. En juillet 2008, l'augmentation des prix du carburant (29 à 44%) a engendré une grève des transporteurs. La crise économique est également porteuse de frustration et des couches sociales autrefois privilégiées sont de plus en plus touchées engendrant des mouvements de protestations de corporations comme celles des médecins, des avocats ou encore des maires peu habitués à revendiquer⁴. Si le pays reste autosuffisant pour la plupart des produits agricoles de grande consommation, il importe la farine de blé et le riz pour lequel la production nationale ne couvre que 50% des besoins de consommation.

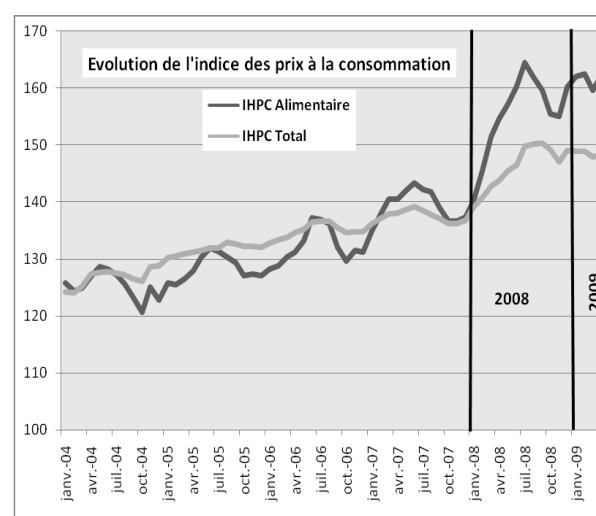
Les prix des principales céréales de base sont maintenus à des niveaux relativement élevés suite à la forte envolée de 2008. Le taux d'inflation annuel se situe à 6,3%⁵ pour 2008. Cette inflation est surtout entraînée par le poste alimentaire qui a enregistré les plus fortes hausses. Ce poste a enregistré une augmentation de 5% en avril 2009 par rapport à la même période

⁴ International Crisis Group ; Côte d'Ivoire : les impératifs de sortie de crise (2 juillet 2009)

⁵ UEMOA : www.izf.net

en 2008 et de 19% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. L'augmentation du niveau général des prix quant à elle a été de l'ordre de 3% en avril 2009 par rapport à 2008 et de 10% par rapport à la moyenne de la même période des cinq dernières années. Le graphique ci-dessous montre le caractère exceptionnel de la hausse des prix en 2008 et les tendances en 2009 qui sont maintenues à des niveaux plus élevés que les années précédentes.

Graphique 1: Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source des données : INS

Le problème de l'insécurité alimentaire dans le pays reste intimement lié à celui de l'accès.

Le document de la stratégie de réduction de la pauvreté relève que les besoins minima de 20 à 40% de la population estimés à 2250 kilocalories par jour et par personne ne sont pas satisfaits. Les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages menée conjointement par le Gouvernement le PAM et la FAO en 2006 dans les zones du CNO (Centre Nord Ouest) montrent que 9% des ménages sont dans une situation d'insécurité alimentaire qualifiée de sévère tant dis que 20% sont à risque d'insécurité alimentaire suivant une méthodologie légèrement différente de la présente étude.

La situation alimentaire serait particulièrement précaire dans la région du Moyen Cavally.

Les régions des montagnes de Denguélé, de Bafing, de la vallée du Bandama, du Haut Sanssadra et des Savanes seraient également très vulnérables à l'insécurité alimentaire.

De même une évaluation de la situation nutritionnelle des enfants menée avec la méthodologie SMART dans les régions du nord (Denguélé, Bafing, Savanes, Worodougou, Zanzan) et dans les quartiers périphériques de la ville d'Abidjan (Koumassi, Abobo et Yopougon) en juillet 2008 a révélé des taux de malnutrition des enfants au dessus des seuils d'urgence. 17,5% des enfants enquêtés de 6 à 59 ans souffriraient de malnutrition aiguë.

Les interventions du PAM dans le pays couvrent les programmes de réhabilitation et de protection des moyens de subsistance, les cantines scolaires et les programmes de santé-nutrition. A travers son programme de secours et de redressement, le PAM fournit l'aide alimentaire à quelques 17.000 personnes déplacées et retournées. Environ 4500 enfants et femmes malnutris bénéficient également de l'appui du PAM. Le programme d'alimentation scolaire touche environ 580.000 enfants et 42.000 personnes vivant avec le VIH SIDA sont assistées. Globalement l'ensemble des programmes du PAM dans le pays permettra d'atteindre approximativement 1.300.000 personnes entre 2008 et 2009.

Finalement, pour disposer d'information à jour sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays, le Gouvernement et ses partenaires conduisent régulièrement au besoin des évaluations.

C'est ainsi qu'en mars 2009, à l'issue de leurs travaux, les membres du groupe de travail l'IPC ont fait des recommandations allant dans le sens d'une actualisation des

indicateurs de la sécurité alimentaire. C'est dans ce contexte que le Gouvernement Ivoirien à travers le Ministère de l'Agriculture a adressé une requête pour que le PAM et la FAO lui apportent un appui technique et financier pour la réalisation d'une enquête sur la situation alimentaire des ménages ruraux.

2 OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'objectif de cette étude est d'actualiser les indicateurs-clés de la sécurité alimentaire en vue de formuler, le cas échéant, les options de réponse les mieux appropriées pour la réduction de l'insécurité alimentaire. Il s'agit plus spécifiquement :

- i. de déterminer le niveau d'insécurité alimentaire dans les régions enquêtées ;
- ii. d'identifier les causes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ;
- iii. de décrire le profil des ménages en insécurité alimentaire et vulnérables à l'insécurité alimentaire ;
- iv. d'analyser les changements induits par la hausse des prix sur la sécurité alimentaire des ménages ;
- v. d'identifier les stratégies d'adaptation développées par les ménages pour faire face aux chocs ;
- vi. de formuler, le cas échéant, des recommandations sur les types d'interventions les plus appropriées pour atténuer l'insécurité alimentaire.

Les résultats de cette étude seront utilisés par le Gouvernement, le PAM, la FAO et les autres partenaires au développement pour l'élaboration de programmes d'aide alimentaire et/ou agricoles mieux ciblés et

adaptés aux besoins des populations en insécurité alimentaire.

3 METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'enquête couvre uniquement le milieu rural et est statistiquement représentative de chacune des 19 régions administratives. Elle a procédé par un sondage aléatoire stratifié à deux degrés. Les strates sont constituées des 19 régions administratives. Dans chaque strate, 21 districts de recensement (DR) sont tirés proportionnellement à la taille au premier degré et 12 ménages sont aléatoirement tirés au second degré dans chaque DR. Au total, 252 ménages sont enquêtés dans chaque strate. Ce qui conduit à une taille globale de 4788 ménages à l'échelle nationale. L'ensemble des données a été pondéré par un coefficient d'extrapolation.

4 LIMITE DE L'ETUDE

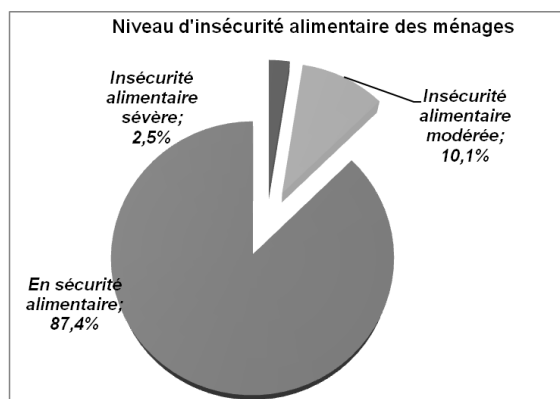
Elle ne couvre pas le milieu urbain. L'approche est basée uniquement sur la fréquence et la diversité alimentaire et non sur les quantités consommées même s'il est démontré que les deux indicateurs sont très corrélés.

5 ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE

5.1 Combien de ménages sont en insécurité alimentaire ?

Rappel méthodologique : l'analyse de l'insécurité alimentaire dans le présent rapport est basée sur le cadre conceptuel d'analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité adopté par le PAM. L'approche est basée sur l'utilisation du score de consommation alimentaire comme indicateur proxy de l'insécurité alimentaire après validation avec les principaux indicateurs d'accès de l'insécurité alimentaire. L'approche stipule qu'il existe des fondements théoriques suffisants pour assimiler une pauvre consommation alimentaire en termes de fréquence et de diversité à l'insécurité alimentaire courante. Les tests de validation sont présentés en annexe du document ainsi que le détail du calcul de l'indicateur.

Graphique 2: Prévalence de l'insécurité alimentaire en milieu rural



En se fondant sur cette approche, l'analyse des données de l'enquête montre qu'environ 12,6% des ménages ruraux souffrent d'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Même si globalement le niveau d'insécurité alimentaire sévère reste faible (2,5%) parmi les ménages ruraux, l'insécurité alimentaire modérée touche plus de 10,1% des ménages. Cette configuration des résultats montre qu'une frange importante de la population vit dans une situation de précarité alimentaire et pourrait rapidement sombrer dans une situation d'insécurité alimentaire sévère en cas de choc même léger qui affecterait leurs moyens de subsistance. Les difficultés inhérentes à la crise que traverse le pays a fragilisé les moyens de subsistance des ménages et réduit considérablement leur capacité à faire face à de nouveaux chocs.

5.2 Où sont localisés les ménages en insécurité alimentaire ?

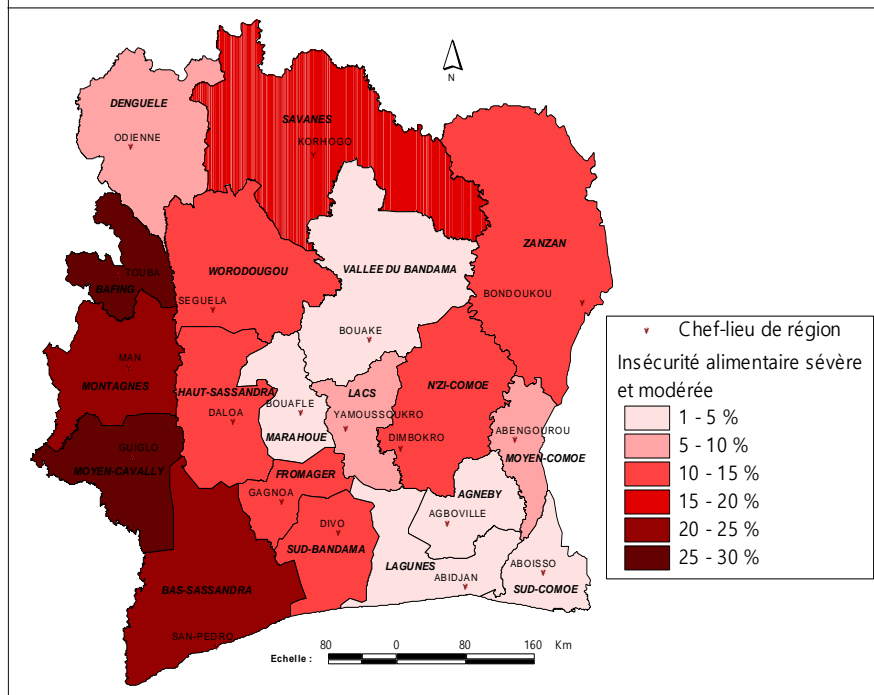
Les récentes évaluations menées dans le pays sur la situation alimentaire et nutritionnelle montrent que l'insécurité alimentaire est persistante dans la partie nord mais également du centre ouest. L'analyse de la distribution des résultats issus de l'enquête montrent *des taux d'insécurité alimentaire sévère* au-dessus

de la moyenne nationale dans les régions suivantes : *Moyen Cavally (11,9%) ; Montagne (7,2%) ; Bafing (5,6%) ; Fromager (5,5%) ; Savane (3%) ; Zanzan (2,7%) ; Bas Sassandra (2,6%)*.

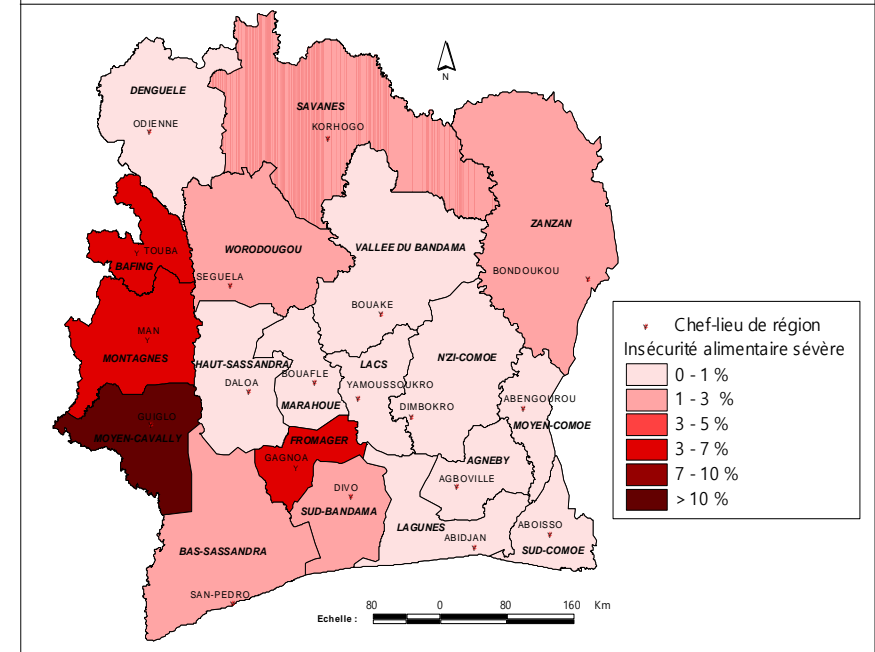
L'insécurité alimentaire modérée est la forme la plus répandue en milieu rural ivoirien et touche 10,1% des ménages. Le taux d'insécurité alimentaire modérée est plus élevé dans les régions suivantes : *Bafing (24,3%), Bas Sassandra (18,9%), Moyen Cavally, Montagne (16,1%), Savane (14,3%), Haut Sassandra (11%), Zanzan (10,5%)*.

Finalement, si l'on additionne la proportion des ménages en *insécurité alimentaire sévère et modérée*, on note que la prévalence est beaucoup plus forte dans les régions suivantes : *Bafing (29,9%) ; Moyen Cavally (29,1%), Montagne (23,3%), Bas Sassandra (21,5%), Savane (17,3%), Zanzan (13,2%), Fromager (13,2%)*

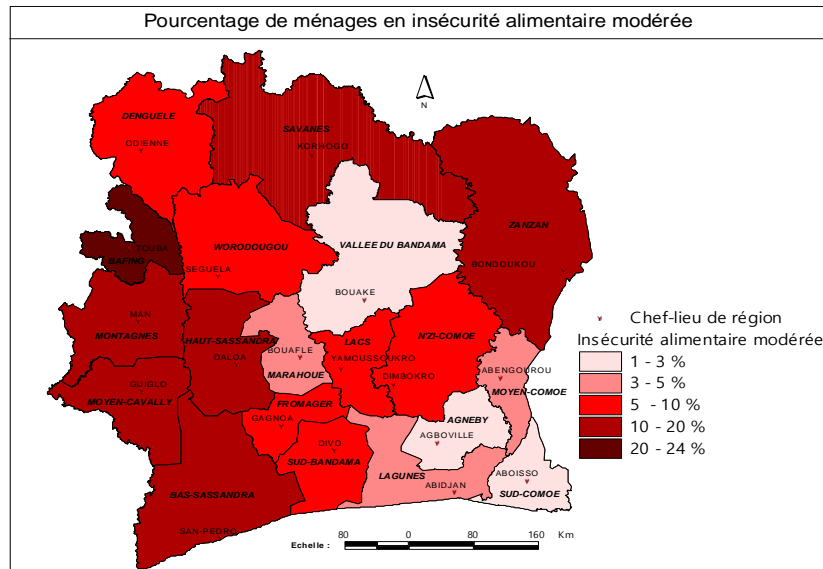
Pourcentage de ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée



Pourcentage de ménages en insécurité alimentaire sévère



Pourcentage de ménages en insécurité alimentaire modérée



Ces résultats vont globalement dans le sens des analyses récentes existantes et viennent confortés également le diagnostic fait par l'enquête du niveau de vie qui montre de fortes prévalences de pauvreté dans les régions du nord, de l'ouest et du centre ouest même si pauvreté n'implique pas nécessairement insécurité alimentaire.

5.3 Qui sont les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire?

Les catégories socio professionnelles de ménages les plus touchés sont tout d'abord les travailleurs journaliers, les ménages dépendants de l'agriculture vivrière de subsistance et les éleveurs. Ces catégories de ménages présentent des taux d'insécurité alimentaire au-dessus de la moyenne nationale. Ensuite viennent les ménages dont les sources de revenu ne sont pas déterminées, ceux dépendants de l'agriculture de rente ainsi que ceux dépendants de l'artisanat ou de petits métiers. Les ménages exerçant le petit commerce et les salariés sont les moins touchés. De plus l'analyse des données collectées montre que les ménages les plus pauvres présentent des niveaux d'insécurité alimentaire significativement plus élevés.

En outre l'analyse selon le genre révèle qu'il existe une faible différence mais statistiquement significative selon le genre : les ménages ayant des femmes à leur tête tendent à présenter un niveau d'insécurité alimentaire plus élevé.

Le niveau d'insécurité alimentaire des ménages semble être également lié au niveau d'instruction de son chef. Le taux d'insécurité alimentaire est plus élevé parmi les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction ou tout au plus

primaire que parmi les ménages dont le chef a un niveau d'instruction secondaire ou supérieur.

5.4 Consommation alimentaire des ménages

L'analyse des disponibilités alimentaires nationales sur la période de 2001 à 2007 entreprise par le ministère de l'agriculture révèle que les groupes des racines/tubercules et des céréales constituent la plus importante contribution en matière d'offre calorique disponible (plus de 65% des apports) ensuite viennent les huiles végétales avec environ 10% des apports, les fruits (7% des apports) et les édulcorants (près de 4% des apports). Les viandes et les épices ne contribuent, chacun, qu'à hauteur de 2% seulement. Les poissons quant à eux, n'apportent qu'environ 1.5% du total énergétique alimentaire du pays. Les autres groupes de produits alimentaires ont pour chacun, une contribution marginale inférieure à 1%.

Le niveau de disponibilité nationale exprimé en équivalents caloriques par personne et par jour est en moyenne de 2542 calories sur la période 2001-2007 et se situe au dessus de la moyenne en Afrique, qui est de 2436, et est un peu en dessous du niveau moyen observé pour les pays de l'Afrique Développée (2962). Il est également plus faible que le niveau moyen mondial qui est de 2809 calories par personne et par jour.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des ménages suivant les fréquence et la diversité des aliments consommés au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête et permet d'observer que d'une manière générale la structure de la consommation des ménages ruraux en Côte d'Ivoire reste dominée par la consommation quasi

quotidienne de trois grands groupes d'aliments : les céréales, les tubercules et les protéines d'origine animale elle-même dominée par la consommation de poisson produit dont la période de forte disponibilité coïncide avec celle de l'enquête .

Les autres groupes d'aliments tels que le lait et les produits laitiers ainsi que les œufs sont très peu consommés.

Même si les fruits ne sont pas consommés régulièrement, on note que 56% des ménages ont déclaré les avoir consommé au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête en raison surtout de sa forte disponibilité naturelle dans le pays.

Pour 54% des ménages ayant consommé les fruits au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête, la principale source de provenance est la cueillette. Bien qu'il soit possible que le niveau de consommation des ménages de certains produits tels que les fruits, les légumes, le poisson et la viande soit influencé par un effet saisonnier, la consommation alimentaire des ménages au moment de l'enquête est relativement acceptable pour plus de 8 ménages sur 10. Cependant cette situation cache d'importantes disparités entre les ménages selon qu'il soit en insécurité alimentaire ou non. Il est entendu que le niveau de sécurité alimentaire des ménages est déterminé par son niveau de consommation mais cette différence mérite qu'on s'y attarde afin d'avoir une idée sur les écarts de consommation entre les différentes catégories de ménages. En premier lieu, sur le plan qualitatif, on note que tant dis que les ménages en sécurité alimentaire ont consommé au cours des 7 derniers jours 6 différents groupes d'aliments en moyenne sur les 9

considérés, les ménages en insécurité alimentaire sévère n'en ont consommé que 3 en moyenne et ceux en insécurité alimentaire modérée 4. Les ménages en insécurité alimentaire étant caractérisés par une diversité alimentaire plus faible. La non diversification des aliments peut être à l'origine des problèmes nutritionnels des enfants mais également des adultes et notamment les femmes enceintes et allaitantes.

En second lieu, si l'on analyse la régularité de la consommation de ces différents groupes d'aliments au niveau des ménages, on se rend compte que la fréquence de consommation est nettement plus faible parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée par rapport à ceux qui sont en sécurité alimentaire. Si les écarts de consommation semblent être faibles à modérés si l'on considère les produits de grande consommation tels que les céréales et les tubercules, ils sont très élevés si l'on regarde des groupes de consommation tels que les protéines animales expliquant en partie les faibles scores de consommation alimentaire qui caractérisent les ménages en insécurité alimentaire.

Deux insuffisances majeures semblent donc caractériser la consommation alimentaire des ménages en insécurité alimentaire : une faible diversité et une faible fréquence de consommation traduisant non seulement des problèmes de disponibilité mais également d'accès avec des conséquences probables sur la composante utilisation si l'on se réfère aux différents piliers de l'insécurité alimentaire.

Le mode d'acquisition des aliments est un élément d'appréciation important de

l'accès des ménages à la nourriture. Les différents aliments consommés par les ménages peuvent provenir soit de leur propre production, du marché c'est-à-dire de l'achat mais également d'autres sources comme les dons, l'aide alimentaire ou encore la chasse et la cueillette ... Il a été demandé aux ménages de préciser la principale source de provenance des aliments consommés au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête. Le tableau ci-dessous rapporte uniquement les deux principales sources de provenance classiques des ménages (l'achat et la propre production) mais au besoin l'analyse présentée dans le présent paragraphe s'est appuyé également sur la distribution des ménages selon les autres sources. En particulier elle s'est focalisée sur les sources telles que les dons et l'aide alimentaire. Il faut noter également qu'il s'est avéré difficile d'examiner les sources de provenance en considérant l'ensemble des aliments consommés dans le présent rapport. Une analyse est donc faite produit par produit en se focalisant davantage sur les produits de consommation les plus courants.

- Le Maïs

Si l'on considère le maïs, l'analyse montre qu'à l'échelle nationale 57,5% des ménages ont déclaré que les quantités consommées au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête proviennent principalement de la propre production contre 35,5 % qui ont déclaré l'achat comme principale source de provenance. Les deux sources de provenance combinées à la fois représentent les principales sources de provenance pour plus de 90% des ménages. Cette configuration des résultats n'est pas

étonnante si l'on sait que le maïs est un produit qui est cultivé par une part non négligeable des agriculteurs de vivriers en Côte d'Ivoire. L'examen des données de production révèle par ailleurs que 48% des ménages ont déclaré avoir produit de maïs pour la campagne 2008/2009 et la durée moyenne des stocks déclarée est de 5 mois en moyenne tant disque qu'elle est de 3 mois de consommation pour les ménages en insécurité alimentaire sévère, de 4 mois pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et de 5 mois pour les ménages en sécurité alimentaire. De même il existe une différence suivant le niveau d'insécurité alimentaire s'agissant des sources de provenance. La proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère qui ont déclaré la propre production comme principale source de provenance pour le maïs est de seulement 37,7% contre 59,9% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 57,6% pour les ménages en sécurité alimentaire. La part provenant des achats est corrélativement beaucoup plus élevée : 51,6% contre 30,1% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 35,8% pour les ménages en sécurité alimentaire.

Enfin, l'analyse montre que pour le maïs une part importante consommée par les ménages indépendamment de leur niveau d'insécurité alimentaire provient des dons (familles, amis, communauté) : 6% des ménages. Si l'on décline ce pourcentage suivant le niveau d'insécurité alimentaire, on note que jusqu'à 10,7% des ménages en insécurité alimentaire sévère qui ont consommé le maïs au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête ont déclaré qu'il provient essentiellement des dons des familles, amis, communauté. Cette proportion est de 9,3% pour les ménages

en insécurité alimentaire modérée et de 5,8% pour les ménages en sécurité alimentaire.

- **Le mil/sorgho/fonio**

Très peu de ménages ont déclaré avoir consommé le mil, le sorgho ou le fonio au cours des 7 derniers jours : 7,9% sur le plan national. On note que cette proportion est à peu près équivalente parmi les ménages quelque soit leur niveau d'insécurité alimentaire: 5,6% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère, 9,7% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 7,7% pour les ménages en sécurité alimentaire. Le principal mode d'acquisition reste l'achat (58,9% des ménages) mais la propre production est également citée par 33,5% des ménages. La proportion de ménages qui ont produit ce groupe de céréales au cours de la campagne 2008/2009 reste faible : 4,1%. Cette proportion est néanmoins plus élevée parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère (7,4%) et modérée (7,3%). La durée moyenne des stocks déclarée par les ménages est beaucoup plus élevée parmi les ménages en insécurité alimentaire modérée : 6 mois contre 4 mois pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 5 mois pour les ménages en sécurité alimentaire. Ces résultats semblent épouser une logique spatiale. Les céréales telles que le mil et le sorgho étant plus produites dans le nord du pays beaucoup plus vulnérable à l'insécurité alimentaire.

L'analyse des autres sources de provenance montre que pour le mil et le sorgho également les dons constituent les sources d'acquisitions les plus importantes derrière la paire achat-production. Sur l'ensemble des ménages qui ont consommé

ce produit, 6,5% ont déclaré les dons comme principale source de provenance. Une déclinaison suivant le niveau d'insécurité alimentaire montre que cette proportion est la plus élevée parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère (13,1%) contre 8,5% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 3,5% pour les ménages en sécurité alimentaire.

- **Le riz**

Le riz demeure la principale céréale la plus consommée par les ménages ivoiriens. Près de 9 ménages sur 10 (89,8%) l'ont consommé au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête. Même parmi les ménages en insécurité alimentaire, une forte proportion des ménages l'ont consommé : 86,4% des ménages en insécurité alimentaire sévère et 84,9% des ménages en insécurité alimentaire modérée. La fréquence de consommation est également la plus élevée et elle est consommée en moyenne pendant 4 jours sur les 7 considérés avec de faible variabilité à l'intérieur des groupes de ménages. Le principal mode d'acquisition reste l'achat quand bien même près d'un ménage sur 5 (25,8%) ont déclaré avoir consommé leur propre production. La culture de riz est pratiquée par une proportion importante de ménage : 42,9%. Sa production reste essentiellement pluviale (25,1%) contre 19,3% pour la culture de bas fonds. Cette production suffirait à couvrir 5 mois de consommation en moyenne pour la culture pluviale et 4 mois de consommation pour la culture de bas fonds.

Les dons des familles, amis et les communautés constituent le principal mode d'acquisition après l'achat et la propre production. Pour près de 5% des

ménages en insécurité alimentaire sévère, le principal mode d'acquisition du riz consommé est constitué des dons. Cette proportion est de 3% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée, 2,1% pour les ménages en sécurité alimentaire et 2,3% sur l'ensemble des ménages.

En moyenne, entre 50-55%⁶ des besoins alimentaires nationaux en riz sont importés et 43% des besoins en céréales pris en totalité proviennent de l'extérieur. La dernière crise alimentaire mondiale a relancé l'intérêt d'accroître la production locale pour satisfaire les besoins.

Dans le cadre de la politique rizicole qui vise à réduire la forte dépendance de la consommation nationale vis-à-vis de l'extérieur en matière de riz, le Programme National riz, initie des projets d'aménagement hydro-agricole à travers le pays, tels que les programmes agricoles PL480 et KRII. Il s'agit des projets d'aménagement de : 900 ha dans la région Nord-ouest ; 2500 ha dans le département de Séguéla ; 2700 dans la région des Montagnes.

- Manioc/Banane Plantin/Ignome

Les tubercules constituent avec les céréales les groupes d'aliments les plus consommés en Côte d'Ivoire. Environ 90% des ménages ont consommé les tubercules et racines au cours des 7 derniers jours. Même les ménages les plus pauvres en ont consommé dans leur majorité. Près de 8 ménages sur 10 en insécurité alimentaire sévère ont consommé des tubercules au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête. Parmi les tubercules consommés

le manioc occupe la première place. Il est consommé par près de 8 ménages sur 10 (77%) tant dis que l'ignome est consommée par 56% des ménages et la banane plantin par 55% des ménages. On note cependant une légère variance de la structure de consommation selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages. La consommation de l'ignome étant beaucoup plus faible que celle de la banane plantin parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère tant dis que l'inverse prévaut chez les ménages en insécurité alimentaire modérée et en sécurité alimentaire.

Le principal mode d'acquisition de ces produits reste la propre production.

Le manioc a été cultivé par 55% des ménages, l'ignome par 26,9% des ménages et la banane plantin par 15,5% des ménages au cours de la campagne agricole 2008/2009. En conclusion l'analyse de la consommation en Côte d'Ivoire montre que sur le plan quantitatif la consommation alimentaire des ménages est généralement acceptable pour plus de 8 ménages sur 10 confirmant la forte disponibilité alimentaire qui existe dans le pays. Ces conclusions sont en revanche à nuancer si l'on aborde la question en termes de qualité de consommation et d'alimentation équilibrée. Le graphique ci-dessous permet d'observer la différence de consommation qui existe d'une part entre les différents groupes d'aliments et d'autre part entre les ménages en insécurité alimentaire et ceux qui ne le sont pas et montrent que des investissements sont encore nécessaires pour combler le gap et assurer une bonne alimentation pour tous.

⁶ Analyse des disponibilités en Côte d'Ivoire entre la période 2001-2007

Graphique 3: Fréquence et structure de la consommation des ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire

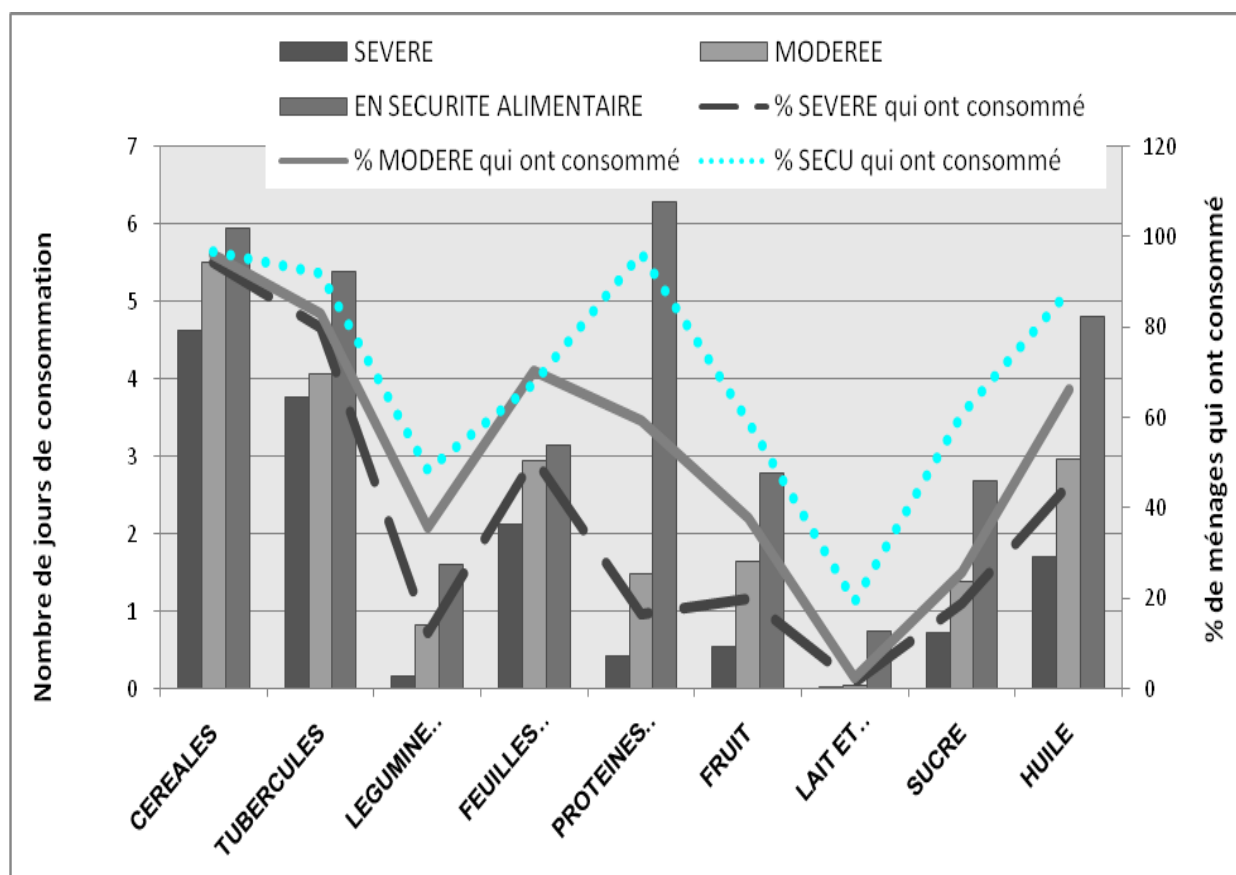


Tableau 1: Consommation alimentaire des ménages

Type d'aliments	Insécurité alimentaire sévère				Insécurité alimentaire modérée				En sécurité alimentaire				Ensemble des ménages			
	% qui ont consommé	Moy	% qui ont acheté	% qui ont produit	% qui ont consommé	Moy	% qui ont acheté	% qui ont produit	% qui ont consommé	Moy	% qui ont acheté	% qui ont produit	% qui ont consommé	Moy	% qui ont acheté	% qui ont produit
Céréales	94,4	4,6	-	-	96,3	5,5	-	-	96,8	5,9			96,7	5,9	-	-
Maïs	34,6	1,9	51,6	37,7	49,4	2,3	30,1	59,9	52,4	2,1	35,8	57,6	51,6	2,1	35,5	57,5
Mil/sorgho/fonio	5,6	0,3	56,1	35,5	9,7	0,4	41,8	45,1	7,7	0,3	61,4	31,8	7,9	0,3	58,9	33,5
Riz	86,4	3,2	74,9	18,7	84,9	3,4	67,4	28,1	90,5	4,1	70,8	25,8	89,8	4,0	70,6	25,8
Tubercules	80	3,8	-	-	83,3	4,1	-	-	92,1	5,4	-	-	90,9	5,2	-	-
Manioc	66,1	2,6	28,9	59,7	69,8	2,5	31,8	59,7	78,3	3,4	32,5	62,5	77,2	3,3	32,4	62,2
Igname	22,1	0,9	32,8	51,0	40,5	1,5	37,9	53,6	59,4	2,4	30,3	62,3	56,5	2,3	30,9	61,5
Banane plantain	34,5	0,8	45,9	41,5	37,8	0,9	43,0	48,4	57,9	2,2	39,4	53,1	55,3	2,0	39,7	52,6
Arachide/Légumineuses	12,4	0,2	64,0	20,4	35,9	0,8	68,6	24,3	48,5	1,6	69,0	27,1	46,4	1,5	68,9	26,8
Protéine animale	16,5	0,4			59,4	1,5			96,5	6,3			90,8	5,7		
Poisson	11,1	0,4	91,3	0	48,5	1,2	94,9	1,5	91,3	5,6	94,3	1,4	85,0	5,1	94,3	1,4
Viande	4,1	0,04	86,8	13,2	14	0,2	52,9	8,3	48,7	1,4	68,4	4,6	48,7	1,3	67,9	4,7
Œufs	0	0,0	-	-	1	0,0	71,9	28,1	8,7	0,2	63,8	12,0	8,7	0,2	83,7	12,2
Lait et produits laitiers	1,4	0,0	100	0	2,5	0,0	86,4	7,6	19,2	0,7	93,8	3,3	7,1	0,7	93,7	3,3
Huile	45,3	1,7	88	8	66,5	3,0	87,2	8,6	88,1	4,8	91,2	6,5	86,8	4,5	90,8	6,7
Feuilles et légumes	51,1	2,1	24,5	57,4	70,4	2,9	23,5	46,0	67,6	3,1	27,6	46,5	67,4	3,1	27,0	46,7
Fruits	19,8	0,6	13,4	31	38	1,7	6,6	22,5	59,1	2,8	14,5	26,3	56	2,6	14,0	26,1
Sucre/miel	18,8	0,7	93,8	3,2	25,7	1,4	96,0	1,7	60,9	2,7	97,2	1,3	57,3	2,5	97,1	1,4
Score consommation	-	19,3	-	-	-	29,3	-	-	-	56,6	-	-	-	52,9	-	-
Score de diversité alimentaire	-	3				4				6				6		

Source : Enquête approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages Mai 2009 (GOV/PAM/FAO) ; Moy = Nombre moyen de jours pendant lequel l'aliment est consommé au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête ; % = Il s'agit des pourcentages des ménages qui ont effectivement consommé l'aliment ou le groupe d'aliment

5.5 Sexe du chef de ménage, taille du ménage, ratio inactifs/actifs, statut matrimonial et insécurité alimentaire

Tableau 2: Insécurité alimentaire selon le sexe et la

Niveau d'insécurité alimentaire	Sexe du chef de ménage		Taille du ménage				Ratio inactifs/actifs*	
	Homme	Femme	1-3 pers	4-6 pers	7-10 pers	11 Pers et+	Moyenne	Moyenne
Sévère	2,4	2,9	2,5	2,8	2,1	1,9	5	1,11
Modérée	10,2	9,9	10,8	8,8	11,2	11,1	6	1,06
<i>Sévère et modérée</i>	<i>12,6</i>	<i>12,8</i>	<i>13,3</i>	<i>11,6</i>	<i>13,3</i>	<i>13,0</i>	<i>6</i>	<i>1,07</i>
<i>En sécurité alimentaire</i>	<i>87,4</i>	<i>87,2</i>	<i>86,7</i>	<i>88,4</i>	<i>86,7</i>	<i>87,0</i>	<i>6</i>	<i>1,02</i>
Ratio inactifs/actifs*	0,98	1,37	0,38	1,16	1,43	1,42	1,03	

taille des ménages

* en absence d'informations suffisantes sur l'emploi pour calculer le ratio de dépendance économique qui est le rapport entre le nombre d'individus sans emplois et le nombre d'individus avec emploi, un ratio inactif/actif théorique est calculé à titre indicatif. C'est le rapport entre le nombre d'individus âgés de 0-5 ans, de 6-14 ans et de 60 ans et plus et le nombre d'individus âgés de 15-49 ans. Il se peut que des personnes de plus de 60 continuent d'être actifs et de même pour les enfants de moins de 15 ans. De ce fait le calcul reste purement théorique à des fins illustratives.

Le tableau ci-dessus donne la distribution de l'insécurité alimentaire suivant le sexe du chef et la taille du ménage. D'un point de vue empirique, la distribution ne semble pas montrer une différence particulière suivant les dimensions analysées tant les différences sont minimales. Mais sur un plan purement statistique, ces différences se révèlent être significatives. En d'autres termes, il existe une relation entre l'insécurité alimentaire du ménage et le sexe de son chef d'une part et d'autre part entre le niveau d'insécurité alimentaire du ménage et sa taille. En d'autres termes les ménages qui ont à leur tête une femme ont

une propension plus élevée à être en insécurité alimentaire par rapport à leur homologue homme. Il semble en revanche que la nature de la relation qui lie le niveau d'insécurité alimentaire du ménage et sa taille soit beaucoup plus complexe à interpréter. Si l'on analyse globalement l'insécurité alimentaire sévère et modérée, on note que la proportion est beaucoup plus élevée parmi les ménages de faible taille (entre 1 et 3 personnes) et de grande taille (plus de 7 personnes). On peut donc penser que la relation qui lie le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et leur taille ne soit pas linéaire. La présente session se bornera à une analyse descriptive de cette relation tout en sachant que des analyses statistiques plus approfondies sont possibles.

En réalité, ces résultats semblent respecter des logiques économiques et sociales. Sur le plan économique on peut suggérer que les ménages de grande taille disposent d'une force de travail plus importante et donc susceptible de contribuer à améliorer le bien-être collectif par la réalisation

d'économies d'échelle. En milieu rural africain en général et particulièrement en Côte d'Ivoire, la forte croissance démographique et le fort taux de chômage qui caractérise la population ont rendu cette logique désuète et le fait d'être nombreux dans un ménage constitue un poids économique et social plutôt qu'une opportunité pour améliorer le bien-être collectif. En conséquence la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont tendance à se manifester plus parmi les ménages de grande taille. S'agissant des ménages de petite taille, leur forte précarité alimentaire s'explique essentiellement par leur faible pouvoir d'achat. Les ménages de petite taille (1 à 3 personnes) sont composées d'une forte proportion de chefs de ménages veufs/ves (13,8%) et célibataires (31,2%). Les ménages célibataires étant plus caractérisés par le chômage et des difficultés d'insertion économique tant que les ménages ayant à leur tête des veufs ou des veuves sont généralement composés d'inactifs âgés dont la survie dépend des autres membres de la communauté ou des enfants et petits enfants dans la plupart de temps partis ailleurs.

Examinons à présent le ratio nombre d'inactifs sur le nombre d'actifs suivant différentes variables comme l'affichent le tableau N° 2. Un déséquilibre entre le nombre d'actifs et d'inactifs peut entraîner une diminution du pouvoir d'achat des ménages et même entraîner des difficultés pour satisfaire des besoins de base telle se nourrir, se soigner ou encore s'éduquer. On constate que ce ratio est naturellement plus élevé parmi les ménages de grande taille et plus faible parmi les ménages de petite taille. Il est de 1,43 actifs pour 1 actif parmi les ménages de taille allant de 7 à 10

personnes, de 1,42 actifs pour un actif parmi les ménages de 11 personnes et plus. Il est de 0,38 inactifs pour un actif c'est-à-dire un actif a à sa charge moins d'un inactif indiquant que un rapport plutôt favorable pour les ménages de petite taille de ce point de vue. Il faut tout même noter qu'un ratio inactifs/ actifs faible n'implique pas nécessairement une situation économique plus favorable étant donné qu'on ne connaît pas le statut de l'emploi des actifs.

Tableau 3: Statut matrimonial du ménage et insécurité alimentaire

Taille du ménage	Marié ou vivant maritalement	Divorcé	Veuf (ve)	Célibataire	Age moyen du chef de ménage
1-3 pers	46,6	8,3	13,8	31,2	40
4-6 pers	82,2	5,3	7,8	4,6	44
7-10 pers	89,5	2,2	5,7	2,6	48
11 pers+	89,6	1,2	6,3	3,0	53
Ratio inactifs/actifs	1,09	1,17	1,17	0,47	1,03
Total	74,5	5,1	9,0	11,9	44
Sévère	2,2	2,6	4,3	2,5	47
Modéré	10,4	7,9	9,5	9,8	45
<i>Sévère et modérée</i>	<i>12,7</i>	<i>10,5</i>	<i>13,8</i>	<i>12,3</i>	<i>45</i>
<i>En sécurité alimentaire</i>	<i>87,3</i>	<i>89,5</i>	<i>86,2</i>	<i>87,7</i>	<i>44</i>

Cette analyse présente un avantage certain dans le cadre de ciblage des activités de vivres contre travail ou d'argent contre travail. Ces programmes devraient privilégier les ménages avec un ratio inactif/actif plus élevé mais les ménages avec un ratio plus faible ne devraient pas systématiquement être écartés. Les ratios les plus faibles étant enregistrés parmi les ménages célibataires disposant d'une force de travail mais également confrontés à des problèmes de chômage.

5.6 Niveau d'éducation du chef de ménage et insécurité alimentaire

La présente session met en relation le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et le niveau d'éducation du chef de ménage. Le tableau N°4 ci-dessous affiche les résultats de cette analyse et montre sans ambiguïté que les deux indicateurs sont intimement liés.

Tableau 4: Niveau d'éducation du chef de ménage et insécurité alimentaire

Niveau d'insécurité alimentaire	Aucun	Prim- aire	Second- aire	Supér- ieur
Sévère	2,5	3,3	1,1	1,4
Modérée	11,6	10,4	4,2	5,2
<i>Sévère et modérée</i>	<i>14,1</i>	<i>13,7</i>	<i>5,4</i>	<i>6,6</i>
En sécurité alimentaire	85,9	86,3	94,6	93,4
Total	100	100	100	100

Quelque soit le niveau d'insécurité alimentaire considéré, la proportion des ménages est plus élevée parmi les ménages ne disposant d'aucun niveau d'instruction

ou tout au plus ayant atteint le niveau primaire.

Ces résultats recourent largement la problématique de l'éducation dans la réduction de la pauvreté. Plusieurs analyses montrent que les individus dotés d'un niveau d'instruction plus élevé ont plus de chance de trouver un emploi rémunérateur ou d'améliorer significativement leur productivité et leurs conditions de vie. L'un des défis majeurs restent donc la lutte contre l'analphabétisme en améliorant les performances en matière d'éducation et en investissant dans les secteurs sociaux de base.

5.7 Pauvreté et insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire touche avant tout les ménages les plus pauvres.

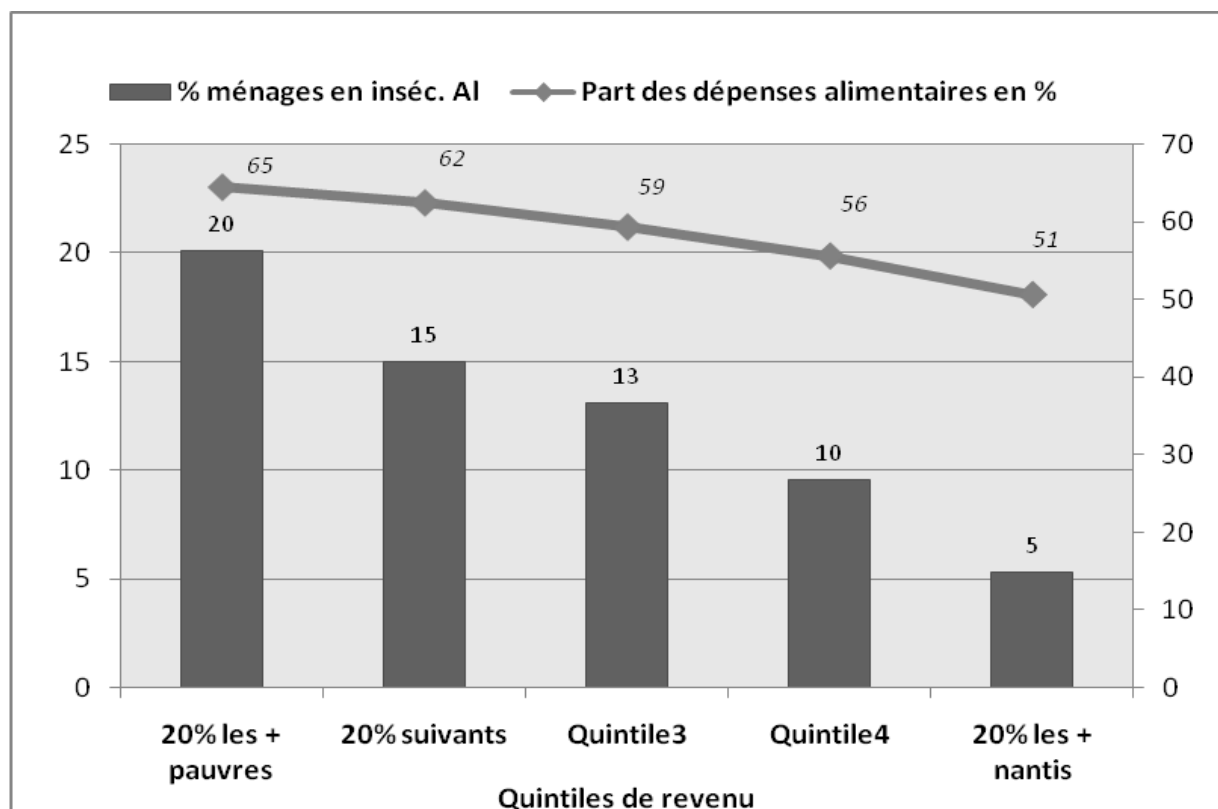
Même s'il n'est pas exclu que des ménages relativement plus nantis soient confrontés à des problèmes d'insécurité alimentaire dont les causes sont multiples et variées, le graphique ci-dessous montre que les ménages les plus pauvres sont de façon générale les plus touchés. Le taux d'insécurité alimentaire est quatre fois plus élevé parmi les 20% des ménages les plus pauvres par rapport aux 20% les plus nantis. Plusieurs études en Côte d'Ivoire montrent d'inégalités importantes en termes de distribution de revenu en dépit des progrès constatés entre 2002 et 2008. L'enquête de niveau de vie révèle que la part des 20% les plus pauvres de la population dans la consommation totale ne représente qu'à peine 5% tandis qu'elle

représente 48,5% pour les 20% les plus riches. Le niveau général de la consommation a baissé de 25,7% entre 2002 et 2008 à l'échelle nationale.

Tableau 5: Dépenses moyennes mensuelles par tête et par des dépenses alimentaires dans les dépenses globales suivant le niveau d'insécurité alimentaire des ménages

Niveau d'insécurité alimentaire	Dépenses totales moyennes	Dépenses alimentaires moyennes	Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales
Sévère	46705,8	31191,9	65,6
Modérée	54982,9	31221,6	59,6
En sécurité	87015,9	45540,5	58,2
Total	82769,0	43732,8	58,5

Graphique 4: Distribution de l'insécurité alimentaire et la part des dépenses alimentaires suivant les quintiles de revenu



Les ménages les plus pauvres consacrent également une part plus importante de leurs dépenses à l'achat de la nourriture. L'analyse montre que les dépenses alimentaires représentent entre 65% et 62% des dépenses globales des ménages les plus pauvres contre entre 56% et 51% pour les ménages les plus nantis.

On note aussi que la part du budget des ménages allouée à l'alimentation est fonction du niveau d'insécurité alimentaire des ménages comme l'affiche le tableau N°6 ci-dessus. Les ménages en insécurité alimentaire sévère consacrent environ 65,6% de leurs dépenses à l'achat de la nourriture contre 59,6% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée, 58,2% pour les ménages en sécurité alimentaire et 58,5% pour l'ensemble des ménages.

Il est également intéressant de relever que plus de 30% des ménages ruraux consacrent plus de 70% de leur budget à l'alimentation si l'on examine la distribution de la part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales. En allouant une part plus importante de leur budget à l'alimentation, les ménages les plus pauvres disposent peu de ressources pour faire face à des besoins minimum vitaux tels que la santé et l'éducation.

5.8 Endettement des ménages et insécurité alimentaire

L'endettement maintient les ménages les plus pauvres dans un cercle vicieux et limite considérablement leur capacité d'accès à la nourriture et à des besoins élémentaires de base. L'enquête sur l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Côte d'Ivoire a collecté les données sur l'endettement des ménages au cours des 12 derniers mois précédents l'enquête.

Tableau 6: Niveau d'insécurité alimentaire et endettement des ménages

Ménages endettés au cours des 12 derniers mois				
Niveau d'insécurité alimentaire des ménages	N pondéré total	Moyenne par ménage*	% endetté	% endetté pour des raisons alimentaires
Sévère	44274	80086	44,9	22,0
Modérée	181685	115722	52,9	27,6
Sévère et modérée	225959	109604	51,2	26,5
En sécurité alimentaire	1564688	112458	46,7	19,4
Total	1790647	112068	47,3	20,3

Source : Enquête approfondie de la sécurité alimentaire des ménages ruraux / Gov/PAM/FAO-Mai 2009. * moyenne des ménages endettés

Le tableau ci-dessus montre que globalement près de un ménage sur deux (47,3%) a contracté une dette au cours des 12 derniers mois et environ un ménage sur cinq (20,3%) a emprunté pour faire face à des besoins alimentaires. Le montant moyen des dettes par ménages est estimé à environ 112.000 F CFA. Si l'on examine la distribution de cet indicateur selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages, on note que le niveau d'endettement est nettement plus élevé parmi les ménages en insécurité alimentaire (26,5%) contre 19,4% pour les ménages en sécurité alimentaire. En outre le niveau d'endettement tend à être beaucoup plus élevé parmi les ménages en insécurité alimentaire modérée tant par la proportion que par le volume.

Le montant moyen de dettes par ménage parmi les ménages en insécurité alimentaire modérée est de 115.722 F CFA contre 80.086 F CFA pour la catégorie des ménages en insécurité alimentaire sévère et 112.458 F CFA pour les ménages en

sécurité alimentaire. Plus d'un ménage sur deux (52,9%) en insécurité alimentaire modérée est endetté et 27,6% le sont pour des raisons alimentaires tant que ces proportions se situent à 44,9% et 22,0% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et à 46,7% et 19,4% pour les ménages en sécurité alimentaire.

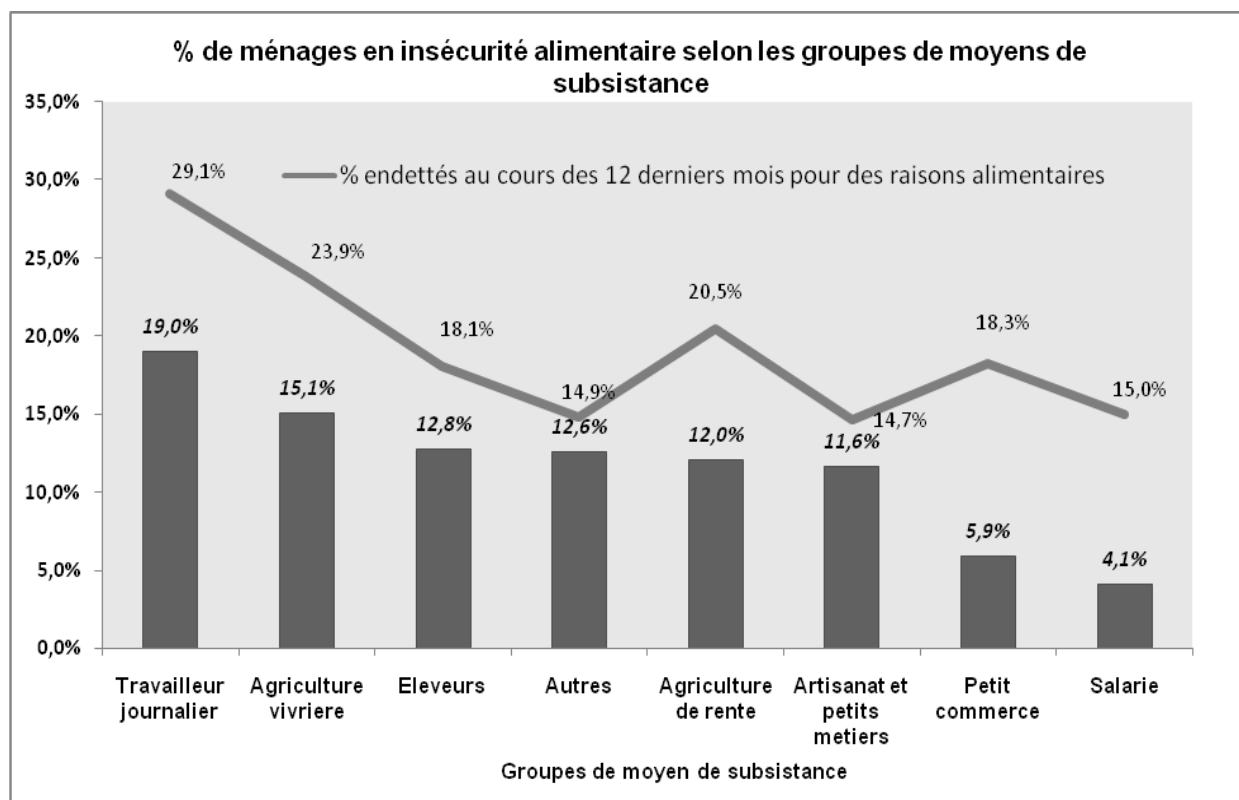
Ces résultats montrent en réalité que la situation alimentaire des ménages en insécurité alimentaire modérée est assez précaire et peut se détériorer rapidement. Il est probable que leur situation alimentaire actuelle soit le résultat de la mise en œuvre d'un certain nombre de mécanismes de survie susceptibles d'affecter négativement leurs moyens de subsistance et leur capacité à faire face à de nouveaux chocs en particulier l'endettement.

Graphique 5: Insécurité alimentaire et endettement selon les groupes de moyens de subsistance

5.9 Moyens de subsistance et insécurité alimentaire

Note préliminaire : L'analyse selon les moyens de subsistance présentée dans le présent rapport découle d'une analyse multivariée des quatre principales sources de revenu déclarées des ménages lors de l'enquête.

Le graphique ci-dessus donne la distribution de l'insécurité alimentaire selon les différents groupes de moyens de subsistance en milieu rural ivoirien et appelle à plusieurs commentaires. En premier lieu, on constate que le niveau d'insécurité alimentaire des ménages est très lié à leurs moyens de subsistance. Le taux d'insécurité alimentaire est beaucoup plus élevé parmi les travailleurs journaliers (les ouvriers agricoles, les ouvriers travaillant dans le secteur de la transformation des produits agricoles de base tels que le beurre de karité ou l'atiéké), les ménages dont les moyens de subsistance reposent essentiellement sur la



production vivrière ainsi que les ménages éleveurs. Ces groupes de moyens de subsistance affichent des taux d'insécurité alimentaire au-dessus de la moyenne nationale.

En second lieu, certains groupes de moyens de subsistance affichent des taux d'insécurité alimentaire en dessous de la moyenne nationale mais restent à des niveaux très proches ou comparables au premier groupe : les ménages dont les sources de revenu sont indéterminées, les ménages dépendants des filières de l'agriculture de rente, l'artisanat et d'autres petits métiers (maçons, charpentiers, cordonniers, transporteurs...).

Enfin, on note que les taux d'insécurité alimentaires les plus faibles sont enregistrés parmi les ménages dépendants du petit commerce et les salariés. La prévalence étant de 2 à 3 fois plus faibles que parmi les autres groupes.

Si l'on examine également le taux d'endettement des ménages suivant cette typologie comme le montre le graphique et le tableau N°4 on se rend compte que la catégorie de ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire (les travailleurs journaliers et les agriculteurs de culture vivrière) sont également ceux qui sont les plus endettés pour s'acheter à manger. Si cette corrélation peut paraître évidente en première analyse, elle pose également des problèmes importants si l'on pousse la réflexion. Elle montre que le problème d'insécurité alimentaire parmi ces groupes peut se poser de façon chronique en les maintenant dans un cercle vicieux d'endettement. De ce fait non seulement la situation exige une réponse de court terme mais également de long terme.

Il ressort également que le taux d'endettement pour des raisons alimentaires reste assez élevé parmi certaines catégories de ménages qui sont dans une situation alimentaire beaucoup plus favorable au moment de l'enquête. C'est le cas notamment des agriculteurs de rente, des petits commerçants mais également des salariés. Même si de façon générale on peut formuler l'hypothèse selon laquelle que ces ménages soient dotés d'une capacité économique et financière plus importante que le premier groupe, le fait de s'endetter pour manger montre en soit un certain niveau de vulnérabilité et traduit la précarité économique générale que connaît le pays. Une chute importante de la production de rente ou des cours de matière première de base peut précipiter ces groupes de ménage dans une situation d'insécurité alimentaire. En outre l'analyse montre que le taux d'endettement tout court reste plu élevé parmi les ménages pratiquant l'agriculture d'exportation (51,3%) suivis des ménages du secteur agricole vivrier (50,5%) et des ménages dépendants du travail journalier (48,8%).

Tableau 7: Endettement des ménages selon les moyens de subsistance

Moyens de subsistance	% endetté	% endetté pour des raisons alimentaires
Agriculture de rente	51,3	20,5
Agriculture vivrière	50,5	23,9
Travailleur journalier	48,8	29,1
Autres	37,2	14,9
Artisanat et petits métiers	35,9	14,7
Salarie	42,1	15,0
Petit commerce	46,0	18,3
Éleveurs	24,0	18,1
Total	47,4	20,3

5.10 Chocs subis par les ménages au cours des 12 derniers mois

Deux catégories de chocs sont généralement distinguées dans la littérature : les chocs covariants et les chocs idiosyncratiques. Les chocs covariants affectent tous les ménages d'une zone ou d'un groupe donné: par exemple une sécheresse, une inondation, un tsunami ou un tremblement de terres...

En revanche les chocs idiosyncratiques concernent uniquement certains ménages et de ce fait possèdent un niveau de variabilité plus élevé : par exemple une maladie, une perte d'emploi ou encore le décès d'un membre du ménage. La présente session concerne plutôt ce dernier type de choc. Il a été demandé aux ménages lors de l'enquête de citer les 3 principaux chocs ou difficultés auxquels ils ont eu à faire face au cours des 12 derniers mois. Les résultats de cette session portent uniquement sur le choc le plus important déclaré par les ménages.

L'analyse montre que plus d'un ménage sur deux (56,5%) ont déclaré avoir été affecté par au moins 1 choc au cours des

12 derniers mois. La maladie ou le décès d'un membre de la famille est le choc le plus cité en premier lieu par les ménages : 25% des ménages. Cette proportion est de 34% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère, 20% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et de 26% pour les ménages en sécurité alimentaire. En second lieu, la baisse des prix aux producteurs (culture de rente et culture vivrière) est le choc le plus important cité par les ménages (4,8%). Ce choc touche davantage plus de ménages en sécurité alimentaire parmi lesquels les agriculteurs de produits d'exportation sont les plus nombreux. En troisième lieu, apparaît un ensemble de chocs liés à la sécheresse, aux semis tardifs ou aux irrégularités des pluies. Ce choc touche toutes les catégories de ménages et apparaît de ce point de vue comme un choc covariant. L'inflation ou la hausse des prix des produits de première nécessité ou encore la maladie des cultures constituent les chocs les plus importants cités par les ménages derrière les deux précédents.

On relève cependant que la nature du choc diffère selon le niveau d'insécurité alimentaire si l'on considère les autres chocs cités par les ménages. Pour les ménages en insécurité alimentaire, c'est l'insécurité, la violence et des combats qui constituent le choc le plus important cité derrière la maladie ou le décès d'un membre de la famille tant dis que pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et en sécurité alimentaire c'est plutôt la maladie des cultures.

Ces chocs ont le plus souvent eu d'importants impacts sur l'activité économique des ménages concernés ainsi que leurs biens et actifs. La capacité à

produire ou à acheter de la nourriture a été considérablement réduite pour environ 9 ménages sur 10 (91%). Les effets de ces chocs continuent de faire ressentir sur la situation alimentaire actuelle des ménages (90%) et seule une minorité de ménages (10%) a déclaré avoir été remis entièrement de ces chocs. La proportion de ménages qui ont déclaré avoir été remis entièrement de ces chocs est de seulement

5% parmi les ménages en insécurité alimentaires sévère, 8% parmi les ménages en insécurité alimentaire et 10,4% s'agissant des ménages en sécurité alimentaire.

Tableau 8: Chocs le plus important subis par les ménages au cours des 12 derniers mois selon leur niveau d'insécurité alimentaire

Niveau d'insécurité alimentaire	Maladie et décès	Baisse des prix aux producteurs	Hausse des prix des denrées	Sécheresse, semis tardifs, pluies irrégulières	Manque de semences et d'intrants	Insécurité, violence, combats	Déplacements forcés des populations	Maladie des cultures	Pillage de récoltes et vols de bétail
Sévère	34,1	2,9	0,0	3,8	2,4	10,5	2,3	0,0	3,1
Modérée	20,1	2,2	1,2	7,6	2,8	1,9	1,1	9,9	1,5
<i>Insécurité alimentaire sévère et modérée</i>	<u>22,8</u>	<u>2,3</u>	<u>0,9</u>	<u>6,8</u>	<u>2,7</u>	<u>3,8</u>	<u>1,4</u>	<u>7,6</u>	<u>1,8</u>
<i>En sécurité alimentaire</i>	<u>26,2</u>	<u>5,1</u>	<u>5,4</u>	<u>5,4</u>	<u>1,7</u>	<u>0,6</u>	<u>0,2</u>	<u>5,0</u>	<u>1,0</u>
Ensemble des ménages	25,8	4,8	4,8	5,6	1,8	1,0	0,3	5,3	1,1

Le tableau N° 10 en annexe B permet d'analyser la répartition de ces différents chocs suivant la dimension spatiale et permet d'observer qu'en dehors de la maladie et des décès qui revient constamment, des chocs spécifiques ont affecté certaines régions du pays.

- ***L'inflation et la hausse des prix de première nécessité***

La fréquence d'occurrence de ces chocs au niveau des ménages est plus élevée dans

les régions des Lagunes, du haut Sassandra et le sud Comoe

- ***Baisse des prix aux producteurs des cultures vivrières et de rente***

Ce choc est plus cité en premier lieu dans les régions des Lagunes, de la vallée du Bandama, de Zanzan et du sud Comoe.

- ***Perte d'emploi***

Ce choc est plus fréquent dans les régions des Lagunes et d'Agneby.

- ***Pillage des récoltes et vols du bétail***

Touche davantage plus de ménages dans les régions des Lagunes, du Haut Sassandra, de Denguele et du Sud Comoe.

- ***Crise de la filière cotonnière***

Les régions du Bas Sassandra, des Savanes, des Lacs, de Denguele sont plus touchées.

- ***Chocs climatiques : sécheresse et pluies tardives***

Ce type de choc touche davantage plus de ménages dans les régions du Haut et du Bas Sassandra, des Savanes, de la vallée du Bandama, du Sud Bandama, de la Marhoue, du Fromager.

- ***Chocs climatiques : inondations***

Les ménages des régions de : N'zi Comoé, du Sud Comoé, de Agneby sont plus touchés.

- ***Maladie des cultures***

Les régions du Haut et de Bas Sassandra, du Sud Bandama, de La Marhoue et du Fromager sont les plus touchées.

- ***Destruction des cultures par les animaux***

La destruction des cultures par des animaux constitue également un choc important qui a affecté les ménages principalement dans les régions de : Savanes, de la Vallée du Bandama, de Montagnes, de Denguele et de Worodougou.

- ***Dégâts sur les cultures occasionnés par les exploitants forestiers***

Ce type de choc a surtout été mentionné dans les régions de Bafing, de La Marahoue, de Agneby et de Moyen Comoe.

- ***Manque de semences et d'intrants***

Les ménages des régions du nord : Savanes, Zanzan, Denguele sont plus touchés.

- ***Déplacement forcé des populations***

Les régions de la Vallée du Bandama, du Moyen Comoé, de Worodougou et du Moyen Cavally sont plus touchés par ce choc.

- ***Insécurité /violence/combats***

Les ménages des régions de la vallée du Bandama, de Montagne et du Moyen Cavally ont été les plus affectés.

- ***Les feux de brousse***

Ce choc a été surtout cité dans les régions de la Vallée du Bandama ; de la Marahoue et du Worodougou.

5.11 Stratégies développées par les ménages

La vulnérabilité étant définie comme l'exposition à un risque atténuée par la capacité à faire face, les stratégies développées par les ménages pour se procurer la nourriture constitue une dimension importante dans l'analyse de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire des ménages. Plusieurs approches dans la littérature utilisent un indicateur composite des stratégies développées par les ménages au cours d'une période déterminée pour mesurer l'accès des ménages à la nourriture⁷. Ces dernières années, des recherches conjointes entreprises par plusieurs institutions internationales spécialisées et des institutions de recherche ont développé une méthodologie commune aussi bien dans la phase conceptuelle que dans la phase d'analyse. Une pondération a été universellement déterminée mais tout en restant modulable et adaptable au contexte local. L'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire a développé ce module sur les stratégies des ménages suivant les derniers développements méthodologiques en vigueur au PAM⁸. Le présent paragraphe analyse ces stratégies suivant le niveau d'insécurité alimentaire des ménages. Le tableau ci-dessous affiche les pourcentages des ménages qui ont développé ces stratégies au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête et un indicateur composite est ensuite calculé pour mesurer l'intensité de ces stratégies. Plusieurs constats peuvent être formulés au vu de ces

résultats. Premièrement, on constate que sur le plan national l'utilisation de certaines stratégies ce sont généralisées sur une proportion importante des ménages. C'est le cas notamment de la substitution des aliments devenus plus chers par ceux plus abordables. Environ un ménage sur deux (47,1%) ont déclaré avoir utilisé cette stratégie au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête. Cette proportion ne varie pas considérablement selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages confirmant ainsi son caractère général. La réduction du nombre de repas par jour apparaît également comme l'une des stratégies les plus communément utilisées puisqu'environ un ménage sur quatre (24,5%) ont déclaré l'avoir utilisé au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête. Sa distribution est cependant beaucoup plus inégalitaire que la stratégie précédente. Son utilisation est plus répandue parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère (53,3%) que parmi les autres catégories de ménage : 35,4% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 22,5% pour les ménages en sécurité alimentaire.

La diminution des quantités consommées lors des repas constitue la troisième stratégie la plus utilisée par les ménages ruraux ivoiriens (30,8%). Son utilisation est également beaucoup plus fréquente parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère (54%), parmi les ménages en insécurité alimentaire modérée (45%) contre 28,5% pour les ménages en sécurité alimentaire.

On peut suggérer que le fait que ces trois stratégies (consommer des aliments moins préférés car moins chers, réduire le nombre de repas par jour et diminuer la quantité consommée au cours des repas) soient

⁷ Voir notamment Echelle de l'Accès déterminant l'Insécurité alimentaire des Ménages (HFIAS) pour la Mesure de l'Accès alimentaire des Ménages : Guide d'Indicateurs (FANTA) ;

⁸ Coping strategy index manuel (CARE, USAID, WFP, FIC, TANGO)

utilisées par une plusieurs ménages traduisent bien les difficultés d'accès engendrées par la crise socio économique que traverse le pays et la conjoncture mondiale. Elle montre également la paupérisation de plus en plus croissante qui caractérise la population ivoirienne.

Un second constat s'impose en examinant ces résultats : quelque soit la stratégie considérée, la proportion de ménage qui a déclaré l'avoir utilisé au cours de la semaine précédant l'enquête est

systématiquement plus élevée parmi les groupes de ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée mettant ainsi en exergue les difficultés majeures d'accès à la nourriture qui caractérisent les ménages en insécurité alimentaire.

Finalement, si l'on considère l'utilisation de certaines stratégies extrêmes telles que passer un ou plusieurs jours sans manger ou encore faire travailler les enfants, la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère qui les ont utilisées au

Tableau 9: Stratégies développées par les ménages au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête N pondéré = 1.790.647

Stratégies	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	En sécurité alimentaire	Ensemble des ménages
Consommer des aliments préférés car moins cher	55,3	51,6	46,4	47,1
Dépendre des aides des parents ou amis	35,1	23,4	22,0	22,4
Acheter des aliments à crédit	27,6	19,9	13,7	14,7
Consommer des aliments sauvages	23,9	14,8	10,9	11,6
Diminuer la quantité de nourriture lors des repas	54,0	45,0	28,5	30,8
Consommer des semences	21,4	17,2	15,4	15,7
Mendier de la nourriture ou de l'argent pour acheter de la nourriture	5,3	2,7	1,5	1,7
Envoyer des membres du ménage pour manger ailleurs ou pour vivre avec des parents ou des amis	7,0	4,0	2,2	2,5
Réduire les quantités consommées par les adultes au profit des enfants	25,9	22,7	19,0	19,5
Réduire le nombre de repas par jour	53,3	35,4	22,5	24,5
Passer un ou plusieurs jours sans manger	26,1	9,7	3,2	4,4
Consommer des récoltes précoces	8,0	7,9	4,8	5,2
Travailler contre la nourriture	10,4	7,5	3,7	4,2
Dépendre de l'aide extérieure	2,6	1,5	0,4	0,6
Faire travailler les enfants	5,1	3,3	2,8	2,9
Reduced coping strategy index (moy)	15	10	6	6
Standard coping strategy index (moy)	27	16	10	11

cours de la semaine précédant l'enquête est 6 à 3 fois plus élevée que la moyenne nationale et 8 fois à 2 fois plus élevée que celle des ménages en sécurité alimentaire.

En conclusion, l'utilisation de certaines stratégies semble entrer dans les habitudes des ménages en raison de la conjonction des difficultés économiques tant internes qu'externes au pays. Les ménages en insécurité alimentaire sont caractérisés par l'utilisation de certaines stratégies de détresse telles que passer un ou plusieurs jours sans manger ou encore faire travailler les enfants.

5.12 Transferts de revenu de la migration et insécurité alimentaire

Les transferts d'argent des migrants vers leur pays d'origine constituent un véritable filet social de sécurité et contribuent significativement au développement des pays pauvres.

Tableau 10: Transferts reçus des migrants

Niveau d'insécurité alimentaire	Transfert reçu des migrants au cours des 12 derniers mois		Montant moyen reçu par ménage en FCFA
	Non	Oui	
Sévère	3,1 (78,7)	2,4 (21,3)	43665
Modérée	9,6 (76,8)	8,2 (23,2)	54461
<i>Sévère et modérée</i>	<i>12,7 (77,2)</i>	<i>10,5 (22,8)</i>	<i>52017</i>
En sécurité alimentaire	87,3 (73,2)	89,5 (26,8)	106341
Total	100 (73,7)	100 (26,3)	100611

Le tableau ci-dessus permet d'analyser la situation alimentaire des ménages selon qu'il a reçu ou pas quelque soit le montant de l'argent des migrants au cours des 12 derniers mois précédents l'enquête. Les chiffres entre parenthèses indiquent les proportions de ménages qui ont reçu ou pas de l'argent des migrants au cours des 12 derniers mois selon les différentes catégories de ménages. Globalement sur l'ensemble des ménages, environ un quart (26,3%) ont déclaré avoir reçu un transfert d'argent au cours de la période. Cette proportion est plus élevée parmi les ménages en sécurité alimentaire (26,8%) que parmi les ménages en insécurité alimentaire (22,8%). De même la proportion des ménages en insécurité alimentaire ayant reçu un tel transfert est légèrement plus élevée que celle des ménages en insécurité alimentaire sévère. Le montant moyen reçu est également plus faible parmi les ménages en insécurité alimentaires (52.017 F CFA) soit environ 4400 F CFA par mois que parmi les ménages en sécurité alimentaire (106341) soit environ 9000 F CFA par mois. Malgré le faible volume des montants, ces transferts jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages. Le tableau montre que la proportion des ménages en insécurité alimentaire tend à être plus élevée parmi les ménages qui n'ont pas reçu de transfert que parmi les ménages qui en ont reçu. Environ 12,7% des ménages qui n'ont pas reçu de transfert sont en insécurité alimentaire tant dis que cette proportion se situe à 10,5% parmi les ménages qui ont reçu.

5.13 Insécurité alimentaire du ménage et diversité alimentaire des enfants de 6 à 23 mois

n = 643 enfants; N pondéré = 232493

Groupe d'aliments	En insécurité alimentaire	En sécurité alimentaire	Ensemble des ménages
Produits Laitiers ¹	16,0	19,6	19,0
Céréales ²	94,2	86,9	88,1
Légumineuses ³	0,9	4,4	3,3
Feuilles et légumes	18,7	23,3	22,6
Fruits	19,8	33,9	31,5
Protéines animales ⁴	44,5	65,4	61,9
Huiles	29,9	36,2	35,2
Moyenne score de diversité alimentaire	2,2	2,7	2,6
Alimentation diversifiée	14,5	28,3	26,0
Alimentation non diversifiée	85,5	71,7	74,0

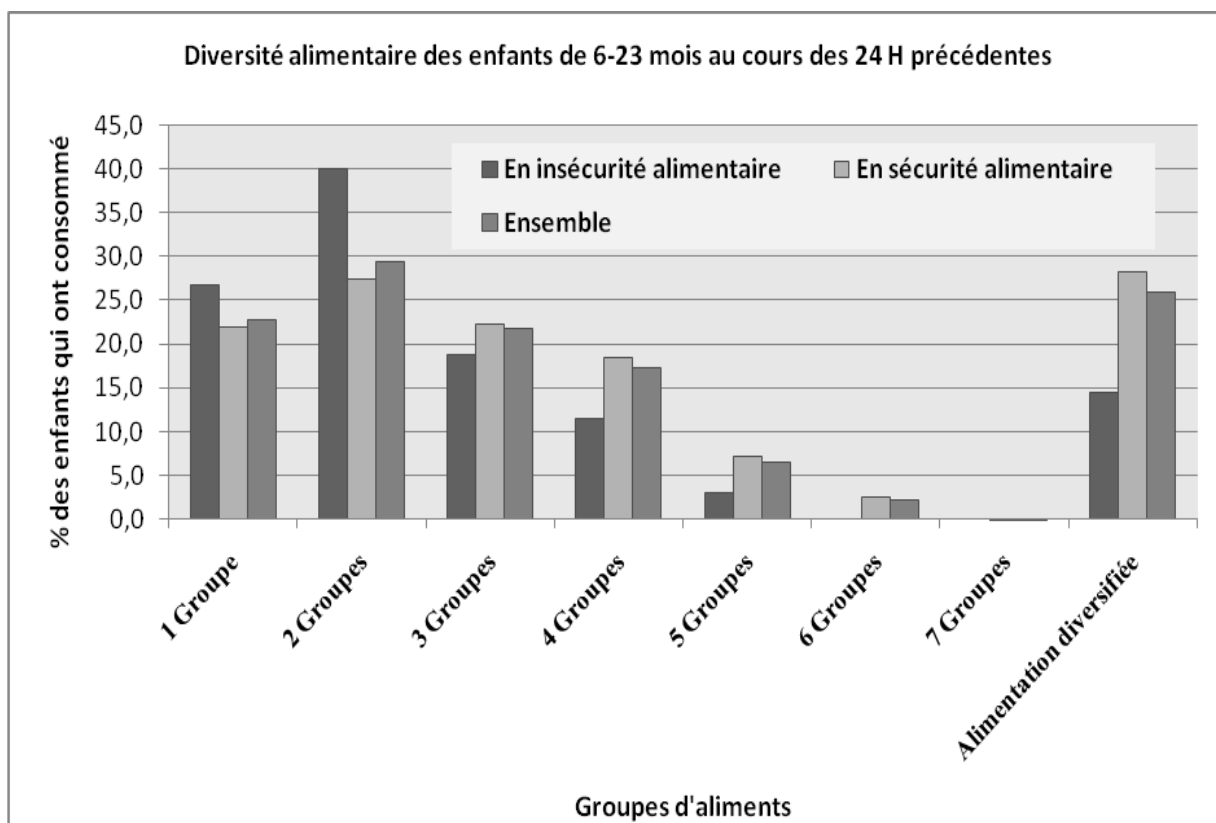
1.les produits laitiers: lait en poudre/boite, lait frais d'animal, produits laitiers (yaourt, fromage) ; 2.les céréales : aliments pour le bébé (commercialisé), farine de sevrage (commercialisé), bouille locale, UNIMIX/CSB, boule, sorgho, riz, farine, maïs, mil, et tubercules (pomme de terre, patate douce, manioc, igname, taro) ; 3. les Légumineuses: lentilles, haricots, niébé, pousses de soja, arachides ; 4. les protéines animales : viande, volaille, poisson, œufs

La malnutrition des enfants de moins de 5 ans est une problématique complexe aux causes et effets multiples. Elle affecte le développement cognitif et physique de l'enfant, hypothèque ses chances de survie et érode son développement économique et social.

L'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages en Côte d'Ivoire n'a pas collecté des données permettant de calculer des indicateurs anthropométriques pour apprécier de façon précise l'état nutritionnel des enfants en milieu rural. Cependant, des informations permettant d'apprécier de façon qualitative la consommation alimentaire des enfants ont été collectées. La présente session présente les résultats à travers le calcul d'un indicateur de diversité alimentaire des enfants au cours des 24 heures précédant l'enquête. Il exprime le nombre de différents groupes d'aliments consommés au cours de la période de référence. Les aliments consommés sont classés dans 7 différents groupes : les produits laitiers, les céréales, les légumineuses, les protéines animales, les huiles, les feuilles et les légumes et les fruits.

Sur la base de ces 7 groupes d'aliments, un score de diversité variant théoriquement d'un minimum de 0 à un maximum de 7 a été calculé pour les enfants de 6 à 23 mois. Toutefois les résultats présentés ici concernent uniquement les enfants qui ont consommé au moins un groupe d'aliments au cours des 24 heures précédentes.

En outre il est possible que des enfants âgés de 6 mois continuent d'être allaités exclusivement au lait maternel et par conséquent pourraient effectivement avoir un score nul étant donné que le lait maternel n'a pas été intégré dans le calcul. Cette tranche d'âge représente d'ailleurs la proportion la plus importante des enfants avec un score nul.



Le tableau ci-dessus affiche les résultats de cette analyse et permet d'observer que d'une manière générale l'alimentation des enfants de 6 à 23 mois est très peu diversifiée en Côte d'Ivoire.

Le nombre moyen de différents groupes d'aliments consommés par ces enfants est de 2,6 tant dis que celui des ménages en insécurité alimentaire tourne autour de 2,2. L'analyse montre qu'environ 2 enfants sur 3 n'ont pas une alimentation diversifiée en Côte d'Ivoire. Ce qui à priori peut paraître assez bouleversant compte tenu de la forte disponibilité alimentaire dans le pays et un niveau de vie relativement plus élevé que celui de la sous région. Ce taux atteint particulièrement un niveau inquiétant parmi les ménages en insécurité alimentaire (85,5%) contre 71,7% pour les ménages en sécurité alimentaire. Le test

statistique⁹ effectué montre clairement que la diversité alimentaire des enfants est intimement liée à celle des ménages dans lesquels ils se trouvent ($p=0.000$). On remarquera aussi qu'en dehors des céréales, la proportion des enfants qui ont consommé les autres groupes d'aliments est systématiquement plus faible parmi les ménages en insécurité alimentaire.

Le graphique ci-dessus montre la différence de consommation en termes de diversité alimentaire pour les enfants de 6 à 23 mois entre les ménages en insécurité alimentaire et ceux en sécurité alimentaire selon les différents groupes de consommation.

Au regard de ces résultats on peut également observer que l'alimentation des jeunes enfants en Côte d'Ivoire est essentiellement basée sur les céréales : (88,1%) des enfants l'ont consommé. Les

⁹ Test de chi-deux

protéines d'origine animale constituent le second groupe le plus consommé mais dans des proportions beaucoup plus faibles. 61,9% des enfants ont consommé des protéines animales au cours des 24 heures précédentes. Cette consommation semble refléter un effet saisonnier en raison de la forte disponibilité du poisson au moment de l'enquête. Sa consommation prédomine à juste titre celle des autres produits de ce groupe : poisson (56,3%) ; viande et volaille (9,6%) ; œufs (16,2%).

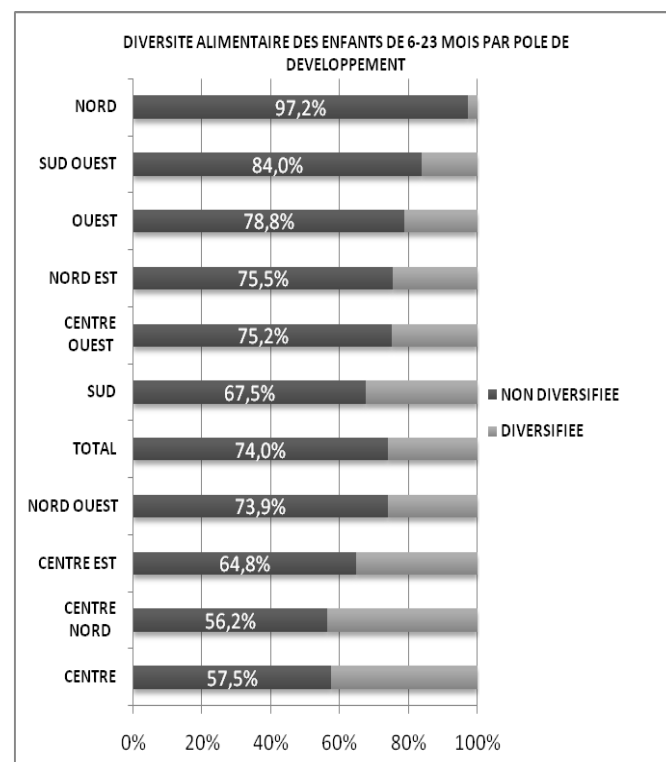
Les légumineuses et les produits laitiers sont moins consommés par les enfants.

Le tableau N° 12 en annexe affiche également les résultats de l'analyse quantitative de la relation entre la qualité de la consommation des enfants et celle des ménages dans lesquels ils se trouvent et permet d'aboutir à la même conclusion : la qualité de la consommation des enfants et celle du ménage sont liées. Il existe une corrélation positive entre le score de diversité de l'enfant et celui de son ménage d'une part ($p=0.000$) et d'autre part avec le score de consommation alimentaire du ménage ($p=0.000$).

Le graphique ci-dessous donne la distribution spatiale de la diversité alimentaire des enfants de 6 à 23 mois en milieu rural. Etant donné que l'effectif des enfants n'était pas assez grand (643 enfants) pour être statistiquement décomposé suivant les 19 régions, l'analyse a été faite plutôt suivant les pôles de développement définis par l'Institut National de la Statistique. Par ailleurs l'échantillonnage a été conçu de telle sorte que cette décomposition soit possible. Ce découpage recoupe celui des régions. Le tableau ci-dessous donne le détail de ce regroupement.

Pôles de développement	Régions
Nord	Savanes
Nord est	Zanzan,
Nord Ouest	Bafing, Denguele, Worodougou
Centre Nord	Vallée du Bandama
Centre Est	Moyen comoe
Centre	Lacs, Nzi Comoe
Centre Ouest	Haut Sassandra, Marahoue, Fromager
Ouest	Moyen Cavally, Montagne
Sud Ouest	Bas Sassandra
Sud	Sud Bandama, Lagunes, sud Comoe, Agneby

Graphique 6: Diversité alimentaire des enfants de 6 à 23 mois



L'alimentation des enfants de 6 à 23 mois n'est pas diversifiée pour près de 2 enfants sur 3 dans les pôles de développement suivants : Nord, Sud Ouest, L'Ouest, Nord Est et le centre ouest.

En l'absence d'enquête nutritionnelle récente de couverture nationale, il s'avère difficile de voir si les taux de malnutrition dans ces régions sont corrélativement aussi élevés mais des indications montrent que la

situation nutritionnelle dans le nord du pays est critique. L'analyse montre que c'est dans la région des Savanes où on trouve également la plus forte proportion d'enfants de 6 à 23 mois avec une alimentation non diversifiée.

Même s'il n'est pas possible d'établir un lien direct entre l'état nutritionnel des enfants et la situation alimentaire des ménages en Côte d'Ivoire à partir de cette analyse, tout semble indiquer que les problèmes nutritionnels des enfants soient en partie liés aux problèmes alimentaires de leur ménage. Ce qui n'est pas toujours le cas en raison des multiples causes possibles de la malnutrition. La malnutrition peut se manifester chez des enfants des ménages jouissant d'une situation alimentaire relativement acceptable. De ce fait, les programmes qui visent l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants doivent être couplés avec ceux allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie de leur ménage pour une meilleure efficacité.

5.14 Evolution de la situation alimentaire en milieu rural entre 2006 et 2009

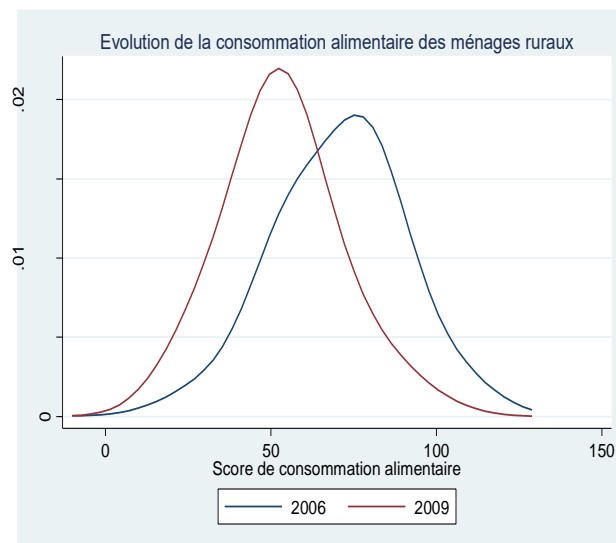
La présente session tente d'appréhender l'évolution de la situation alimentaire en milieu rural entre 2006 et 2009. En 2006, une étude similaire avait été conduite par le PAM en collaboration avec la FAO, le SIDA avec un financement de l'Union Européenne. L'étude visait les mêmes objectifs à savoir faire une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Côte D'Ivoire. La méthodologie quoique légèrement différente de la présente enquête du point de vue de la couverture géographique a également procédé par une enquête

quantitative stratifiée à deux degrés avec un niveau de représentativité régionale. Les indicateurs collectés au cours de cette évaluation étaient les mêmes avec cependant une méthodologie d'analyse légèrement différente en raison du contexte d'urgence qui prévalait à l'époque. Au total l'enquête a porté sur 1000 ménages ruraux dans 10 régions: Worodougou, Bafing, Denguele, Moyen Cavally, Lacs, Bas Sassandra, Marahoue, Nzi Comoe, Zanzan et Haut Sassandra. Le but est de voir l'évolution du principal indicateur de sécurité alimentaire utilisé en l'occurrence le score de consommation alimentaire entre les deux périodes. Il est évident que cette comparaison comporte des limites indiscutables en raison à la fois du contexte et de la taille de l'échantillon de 2006 relativement petite par rapport à celui de 2009 en raison d'une couverture géographique plus large. Plusieurs éléments d'analyse peuvent cependant contribuer à atténuer ces limites. En premier lieu, il ne s'agit pas d'une comparaison en termes de grandeur quantitative absolue mais surtout en termes de tendances. En d'autres termes on cherche à savoir si globalement la situation est meilleure ou pire. En second lieu, il est possible de retenir les mêmes régions dans les deux bases de données afin de procéder à l'analyse sur les mêmes entités géographiques. De plus, les périodes sur lesquelles portent les deux enquêtes sont très différentes : l'une correspondant à la période des récoltes (2006) et l'autre à une période de pré-soudure (2009). En troisième lieu et c'est le fait le plus intéressant, la méthodologie de collecte de données sur le score de consommation alimentaire est la même avec les mêmes éléments constituant les différents produits de consommation. Enfin si l'on raisonne

globalement sur l'ensemble des régions enquêtées à la fois en 2006 et en 2009 on obtiendrait des niveaux de précision à peu près équivalents dans les deux cas tout en sachant que le niveau de biais pourrait être beaucoup plus élevé si l'on se décidait à comparer les niveaux de prévalence par région.

Tout en gardant en tête ces limites, l'analyse de la consommation alimentaire selon la même approche montre que globalement la situation alimentaire des ménages ruraux s'est détériorée entre les deux périodes. Le graphique N°7 de distribution de l'indicateur de consommation alimentaire entre les deux périodes ci-dessus illustre cette dégradation. La courbe de 2009 étant décalée plus à gauche que celle de 2006 montrant ainsi le fait que plus de ménages en 2009 ont des scores de consommation alimentaire beaucoup plus faibles. Cette situation montre que les ménages ruraux ont une consommation alimentaire beaucoup plus pauvre en 2009 qu'en 2006.

Graphique 7: Evolution de la consommation alimentaire des ménages ruraux entre 2006 et 2009



Si l'on traduit cette analyse en termes de niveau d'insécurité alimentaire des ménages ruraux, le tableau ci-dessous montre à bien des égards que la sécurité alimentaire des ménages s'est dégradée entre les deux périodes même si une partie de ce différentiel peut être liée à des problèmes méthodologiques et de saisonnalité. Néanmoins l'ampleur de cette dégradation montre que les raisons sont à rechercher au-delà du simple biais méthodologique. Le niveau d'insécurité alimentaire est de 3 à 4 fois plus élevé en 2009 qu'en 2006 quelque soit la comparaison utilisée : les chiffres entre parenthèse portent uniquement sur les mêmes régions enquêtées aussi bien en 2006 qu'en 2009 tant dis que le second indique l'ensemble des régions enquêtées en 2009 pour rester cohérent avec l'ensemble du document.

Au-delà des limites mentionnées, plusieurs arguments militent en faveur d'une telle configuration des résultats en Côte d'Ivoire. Suite à la conjonction de plusieurs facteurs défavorables, les indicateurs sociaux économiques se sont

considérablement dégradés au cours de ces dernières années (augmentation de la pauvreté, conflits politiques, contraction de l'activité économique tant sur le plan national que mondial, problèmes des filières café-cacao-coton).

Tableau 11: Evolution de la situation alimentaire entre 2006 et 2009

Niveau d'insécurité alimentaire	2006	2009
Sévère	0,7	2,5 (2,8)
Modérée	3,2	10,1(12,8)
En insécurité alimentaire (sévère et modérée)	3,9	12,6(15,3)
En sécurité alimentaire	96,1	87,4(84,7)

On peut donc suggérer qu'en plus des facteurs conjoncturels tels que l'effet saisonnier, ces résultats comportent une composante structurelle très forte qui va dans le sens général de dégradation de conditions de vie en Côte d'Ivoire. Le tableau ci-dessous donne l'évolution de la situation alimentaire dans les sites sentinelles du PAM établis dans les régions des Savanes et du Moyen Cavally auprès d'un panel de ménages et montre que finalement l'effet saisonnier est relativement limité, les taux d'insécurité alimentaires sont maintenus à des niveaux relativement constants et varient très peu d'une période à l'autre.

Tableau 12: Taux d'insécurité alimentaire des ménages suivis (en %) dans les sites sentinelles

Régions	Mai 2008	Aout 2008	Novembre 2008
Savanes	24 (3)	27 (12)	22 (5)
Moyen Cavally	16 (2)	15 (0)	12 (2)

Les chiffres entre parenthèse indiquent les taux d'insécurité alimentaire sévère

6 Facteurs de risque d'insécurité alimentaire

La situation alimentaire décrite dans le présent rapport traduit celle qui prévalait au moment de l'enquête et de ce fait est évolutive. Plusieurs facteurs de risque, s'ils adviennent peuvent contribuer à une dégradation rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les prochains mois.

Une conjoncture économique mondiale toujours défavorable

A l'instar de la plupart des pays, la Côte d'Ivoire subit également les conséquences de la contraction de l'activité économique mondiale. Cette situation a eu des répercussions sur l'emploi notamment dans les centres urbains et sur les principales filières de production agricole : coton, café, cacao, palmier à huile...

Une hausse des prix des produits alimentaires de base

Il existe globalement une forte disponibilité alimentaire à l'échelle

nationale mais la plupart des ménages pauvres n'ont pas les moyens pour se procurer les vivres sur le marché et développent beaucoup de stratégies de survie qui affectent négativement leurs moyens de subsistance. De ce fait le niveau de prix détermine celui de l'accès pour beaucoup de ménages notamment les acheteurs nets. Les prix des céréales sont maintenus à des niveaux relativement élevés après des hausses historiques en 2008.

Une détérioration des termes de l'échange : Cultures de rente/vivrier, Bétail/vivrier

De façon générale, la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages pratiquant l'agriculture de rente, des ménages urbains et des ménages pastoraux mais également des petits agriculteurs vivriers pauvres est fortement liée à leur pouvoir d'achat. Les graphiques en annexe B donnent l'évolution des termes de l'échange de certaines cultures de rente dans les régions de MAN (zone de production de cacao, de café et de palmier à huile) et de KOROGHO (zone de production de l'anacarde et d'arachide). Les cours de ces produits suivent une évolution chaotique et montrent le caractère instable des revenus des producteurs. La situation se présente de manière très différente selon les produits.

- Cacao

Les termes de l'échange cacao/riz c'est-à-dire le nombre de kg de cacao qu'on doit vendre pour acquérir la même quantité de riz sur le marché a subi une nette détérioration entre février et mars 2009 par rapport à la même période en 2008. Le pouvoir d'achat des producteurs a diminué de l'ordre de 25 à 40% durant cette période

comparée à 2008. Cette tendance s'est inversée avec des évolutions favorables aux producteurs au cours du deuxième trimestre 2009. En juin 2009, les termes de l'échange se sont appréciés de l'ordre de 15% par rapport à juin 2008. En d'autres termes, la vente d'un kg de cacao en juin 2009 permettait d'acquérir 1,4 kg de riz contre 1,2 kg de riz en juin 2008. *Cette évolution en dents de scie est un facteur de risque important sur les revenus des ménages déjà très endettés.*

- Café

La situation dans la filière café est encore beaucoup plus précaire, et l'évolution des termes de l'échange café/riz montre que les producteurs font face à une dégradation continue de leur pouvoir d'achat depuis le début de l'année. Les agriculteurs ont perdu en moyenne 40% de leur pouvoir d'achat par rapport à 2008. En juin 2009, la vente d'un kg de café ne suffirait à acquérir que 0,92 kg de riz contre 1,5 kg en juin 2008. Il est donc possible qu'une partie des producteurs et des travailleurs dans la filière soient confrontés à d'énormes difficultés.

- Coton

La situation dans la filière cotonnière est l'une des plus dégradée en raison de la forte chute des prix sur le marché mondial et les positions dominantes des agriculteurs des pays développés. D'après le ministère de l'agriculture, le potentiel de production de la Côte d'Ivoire est estimé à 400.000 tonnes par an, mais la filière coton traverse actuellement une période difficile par suite essentiellement de l'incapacité de certaines sociétés cotonnières à faire face à leurs engagements (endettement auprès des fournisseurs d'intrants) vis-à-vis des

producteurs. De 402.367 tonnes en 1990, la production de coton graine est tombée à 267.844 en 2006 soit une baisse de 50% en moins de deux décennies traduisant le déclin rapide que connaît la filière.

- **Anacarde**

La filière de l'anacarde connaît également les mêmes difficultés avec une détérioration continue des termes de l'échange au cours du deuxième trimestre 2009. Les producteurs ont perdu environ 18% de leur pouvoir d'achat entre avril et juin de cette année. Depuis 2005, on observe une dégradation continue des termes de l'échange en raison des prix aux producteurs de plus en plus faibles d'année en année et parallèlement une augmentation continue des prix du riz.

- **Palmier à huile**

L'évolution des cours est beaucoup plus favorable dans cette filière et connaît une relative stabilité avec une situation très favorable en 2007 avant de connaître à nouveau une normalisation en 2008. Après un déclin variant entre 14% (janvier 2009) et 32% (mars 2009). Les termes de l'échange se sont nettement améliorés au cours du second trimestre 2009. Le pouvoir d'achat des agriculteurs de la filière a augmenté de 40 à 50% par rapport à la même période en 2008. Il est possible qu'une partie de ce différentiel soit liée à la hausse historique des prix des céréales en particulier le riz observée en 2008 mais le fait que cette tendance soit positive constitue en elle même un aspect favorable.

- **Les autres filières : hévéa, ananas, bananes, les cultures maraîchères**

Selon le ministère de l'agriculture la filière hévéa connaît un engouement dont le nombre de producteurs villageois a atteint 22000 en 2006, alors qu'il n'était que de 9000 en 1998 soit une augmentation de 144% en moins d'une décennie. L'encadrement des producteurs étant assuré par la FIRCA (Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole) depuis 2005. Dans le domaine de l'arboriculture fruitière, la banane domine les spéculations et la production a enregistré une augmentation de 9% entre 2000 et 2005. En revanche la filière ananas se porte relativement mal avec une baisse de la production estimée à 58% entre 2001 et 2006.

A l'instar de la plupart des filières agricoles en Côte d'Ivoire, la filière maraîchère souffre également de l'insuffisance de la maîtrise des techniques nouvelles d'exploitation et d'encadrement adéquat.

La diminution des transferts de revenus de la migration

Selon la Banque Mondiale, les transferts de fonds des migrants dépassent de loin l'aide publique au développement mais devrait connaître malheureusement un net ralentissement et la croissance des envois devrait passer de 6,7% à 0,9% en 2009. Cette diminution est un risque pour les ménages qui dépendent fortement de ces transferts et peuvent se retrouver en difficultés faussées d'alternatives.

L'instabilité politique

Outre les perturbations liées aux forces du marché et à la production, l'évolution de la situation politique dans le pays est

également déterminante pour la situation alimentaire et nutritionnelle dans les prochains mois. Les conflits politico militaires qu'a connus le pays ont négativement affecté la situation alimentaire et nutritionnelle parmi les populations les plus directement exposées en particulier les populations déplacées et celles des zones de conflit. Il s'en est suivi un ralentissement de la production agricole et de l'activité économique dans la plupart des régions du pays même si l'ampleur a été notamment plus importante dans les zones directement touchées. L'analyse des résultats révèlent d'ailleurs que les populations de ces zones ont été très affectées et ont cité le conflit armé comme l'une des causes de la dégradation observée de leurs moyens de subsistance. Les effets de cette crise sont encore perceptibles sur la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages et la résurgence de nouvelles tensions si elles surviennent ne fera qu'exacerber cette situation. En revanche une situation politique apaisée contribuera à créer les conditions d'une reprise économique rapide et limitera ainsi la dégradation constatée des conditions de vie des ménages au cours de ces dernières années.

7 Conclusion et recommandation

Les résultats de l'enquête montrent que la situation alimentaire à l'échelle nationale demeure relativement assez bonne avec de fortes disponibilités de vivres. Cependant si l'on rapporte la prévalence de l'insécurité alimentaire à l'échelle de la population, les estimations montrent que 1.269.549 personnes sont en insécurité alimentaire dont 232.602 personnes en insécurité alimentaire sévère en milieu rural.

De même certaines régions du pays font face à une insécurité alimentaire quasi chronique et affichent des taux d'insécurité alimentaire élevés qui nécessitent une attention particulière. Il s'agit des régions de Bafing (29,9% de ménages en insécurité alimentaire dont 5,9% de sévère); de Moyen Cavally (29,1% de ménages en insécurité alimentaire dont 11,9% de sévère); de Montagne (23,3% de ménages en insécurité alimentaire dont 7,2% de sévère); du Bas Sassandra (21,5% de ménages en insécurité alimentaire dont 2,6% de sévère); des Savanes (17,3% de ménages en insécurité alimentaire dont 3% de sévère).

La réhabilitation et la protection des moyens de subsistance

En raison de la persistance de l'insécurité alimentaire dans certaines régions du pays, l'assistance alimentaire pourrait se focaliser sur les actions de réhabilitation et de protection des moyens de subsistance des ménages en insécurité alimentaire. Même s'il s'avère difficile d'établir une hiérarchisation des causes de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire en raison

d'une part de la forte variabilité spatiale des moyens de subsistance, la pauvreté est l'un des facteurs les plus importants et le plus commun. Les moyens de subsistance les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont : les travailleurs journaliers, les agriculteurs de produits vivriers, les éleveurs. D'autres catégories de ménages sont très vulnérables avec des revenus instables et des taux d'endettement élevés : les ménages du secteur de l'agriculture d'exportation, les petits commerçants qui travaillent pour leur propre compte notamment dans le secteur de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles ou encore les travailleurs du secteur artisanal (maçon, charpentiers, menuisiers) et les petits métiers tels que les conducteurs ou les boutiquiers et les vendeurs d'atiéké. Les interventions doivent s'inscrire dans le cadre global de lutte contre la pauvreté adopté dans le document stratégique de réduction de la pauvreté. Deux formes d'assistance pourraient être envisagées dont les modalités et les critères de ciblage doivent être davantage définis et affinés.

7.1 L'assistance alimentaire

Bien que la situation actuelle ne nécessite pas une intervention d'urgence, l'assistance alimentaire reste pertinente sous certaines conditions pour certaines catégories de la population. Elle pourrait jouer un rôle de réhabilitation et de protection des moyens de subsistance et constituer un levier pour les actions de développement de long terme.

- **Les activités de vivres contre travail**

Les activités de vivres contre travail restent pertinentes dans un contexte de hausse des prix, de faible disponibilité ou

d'inaccessibilité physique. Les activités de vivres contre travail pourraient être envisagées ou étendues dans les zones fortement enclavées pour réhabiliter les pistes rurales ou tracer des parcours d'animaux, ou des par feux dans les régions où les feux de brousse sont fréquents. Les régions à cibler prioritairement dans le cadre des activités ci-dessus décrites sont : Sud Comoé, Vallée du Bandama, La Marahoue et du Worodougou. Les problèmes liés à l'enclavement ou aux feux de brousse étant plus cités dans ces régions.

Elles peuvent également jouer un rôle important dans les régions avec une forte prévalence d'insécurité alimentaire telles que le Moyen Cavally, Bafing Montagne, Bas Sassandra ou les Savanes.

Etant donné, que la participation répond à un processus d'auto sélection c'est-à-dire que ce sont ceux qui sont capables de travailler ou qui expriment un intérêt pour y participer, une attention particulière doit être accordée pour le ciblage dans les zones à forte prévalence d'insécurité alimentaire et privilégier d'abord les ménages les plus vulnérables qui possèdent une force de travail.

- **Les activités de vivres contre formation**

Les activités de vivres contre formation pourraient être envisagées dans les zones à forte prévalence d'insécurité alimentaire et où les prix des denrées alimentaires sont très élevés ou qui font face à des problèmes de disponibilité avec cependant un besoin d'améliorer la productivité. Les agriculteurs du secteur vivrier, les éleveurs ou encore les agriculteurs du secteur cotonnier qui tentent de diversifier leurs

activités pourraient être les bénéficiaires potentiels. Cette activité pourrait être envisagée avec pertinence dans la zone nord du pays en collaboration avec des partenaires comme la FAO ou des ONGs qui possèdent une expertise dans les domaines de formation envisagés.

- **Cantines scolaires**

Les activités de cantines sont très pertinentes dans un contexte de pauvreté et de difficulté d'accès à l'éducation. En particulier dans un contexte post crise comme celui de la Côte d'Ivoire. Des possibilités d'extension dans les zones à forte prévalence d'insécurité alimentaire telles que le nord et l'Ouest du pays peuvent être envisagées. Le programme de ration sèche pour les filles peut être également introduit ou étendu dans les zones où le taux de scolarisation des filles reste encore très faible.

- **La prévention et la réhabilitation nutritionnelle des enfants et des femmes enceintes et allaitantes**

Les programmes nutritionnels en cours restent pertinents pour la prise en charge des enfants malnutris sévère et modérés en collaboration avec l'UNICEF, le Ministère de la Santé et les ONGs spécialisées. Les résultats de l'enquête montrent que les problèmes alimentaires des ménages ont des répercussions immédiates sur l'alimentation des enfants. Des programmes de prévention comme le blanket feeding pourraient être envisagés dans les zones à forte prévalence d'insécurité alimentaire sévère comme celles du Moyen Cavally, de Montagne de Bafing, du Fromager des Savanes de Zanzan et du Bas Sassandra. De même l'introduction des rations de protection

pour les ménages des enfants malnutris pourrait être bénéfique plus spécifiquement dans les zones où les taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition sont les plus élevés à la fois. Les programmes ciblés sur les femmes enceintes et allaitantes devraient également poursuivis et étendus dans les zones à forte prévalence d'insécurité alimentaire qui ne sont pas encore couvertes.

7.2 L'assistance non alimentaire

- **Les programmes d'appui à la production agricole**

La relance du secteur de la production vivrière reste une des priorités du gouvernement et de ce fait doit trouver un écho favorable auprès des bailleurs, des institutions des nations unies et des ONGs. Il ressort de l'analyse des résultats que beaucoup de petits agriculteurs font face à des problèmes d'intrants agricoles : manque de semences et d'engrais. Ce problème est soulevé par une proportion importante dans les régions du nord (Savanes, Zanzan, Denguele). Les programmes d'appui en semences et d'intrants peuvent en priorité être envisagés dans ces zones. Le couplage avec des activités allant dans le sens de la protection des semences pour éviter que celles-ci ne soient consommées pourrait être envisagé : par exemple distribution de semences couplée avec des programmes de vivres contre travail ou de formation contre travail.

- **L'encadrement et la formation dans les filières agricoles**

Le secteur agricole est confronté à de nombreux défis majeurs liés à la détérioration des conditions climatiques, à la réduction des superficies cultivées en raison du fort taux de croissance, à la vieillesse des plantations de cacao, de café et les anacardiens. Certaines filières souffrent de manque d'organisation et les producteurs ne sont pas protégés contre la forte volatilité des prix mais surtout sont à la merci des intermédiaires agricoles proposant des prix trop bas. Des appuis aux organisations paysannes sont de ce point de vue utiles pour améliorer la situation dans les différentes filières.

- **Les achats locaux**

L'analyse des données fait ressortir que certains producteurs agricoles font face à des prix trop bas. Ce problème a été surtout plus évoqué comme principal choc subi par les ménages au cours des 12 derniers mois dans les régions de Zanzan, des Lagunes, de la Vallée du Bandama, du Sud et Moyen Comoé, du Haut Sassandra, de Denguele, de La Marahoue et du Fromager. Les achats locaux peuvent dans ce cas jouer un rôle important pour assurer un meilleur revenu aux producteurs et stimuler la production. Ils doivent être cependant entrepris si les conditions de production et de marchés le permettent.

- **Les transferts monétaires**

Les résultats de l'enquête montrent que pour beaucoup de ménages, les problèmes d'accès à la nourriture liés à leur faible pouvoir constituent l'une des principales causes de leur insécurité alimentaire. Cette situation touche davantage plus de ménages qui sont des acheteurs nets comme les petits agriculteurs vivriers, les travailleurs journaliers ou encore les petits commerçants, les artisans et les ménages exerçant de petits métiers de subsistance (transporteurs, vendeurs d'atiéké, ménages travaillant dans les secteurs de la transformation de karité ou dans la transformation du manioc en atiéké). Pour ces catégories de ménages, des programmes de transfert monétaire pourraient être envisagés à des moments critiques précis de l'année. Des informations et analyses additionnelles sont cependant nécessaires pour mieux cibler les bénéficiaires et étudier les modalités opérationnelles. Selon les besoins identifiés, ces programmes peuvent être conditionnels ou non conditionnels.

Ces programmes peuvent également être utilisés pour répondre à des problèmes d'insécurité alimentaire en milieu urbain.

Recommandations d'ordre général

- **Les activités génératrices de revenu**

La lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté passe nécessairement par l'augmentation des revenus des populations en créant les conditions pour accroître leur productivité et augmenter leurs actifs productifs. Les différentes interventions et priorités sont définies dans le document stratégique de la pauvreté et doit constituer le cadre de référence pour les interventions.

- **Les filets sociaux pour la protection des pauvres et des groupes vulnérables**

La Banque Mondiale définit les filets sociaux de sécurité comme des programmes de transferts non contributifs ciblés aux pauvres ou aux individus vulnérables à la pauvreté et aux chocs. Ces programmes ont à la fois l'objectif de fournir de l'assistance aux ménages pauvres en contribuant ainsi à réduire leur vulnérabilité face aux chocs¹⁰.

Les filets sociaux contribuent non seulement à sauver des vies mais aussi à consolider les moyens d'existence et promouvoir le développement à plus long terme. Le défi principal est de concevoir un système de filets sociaux efficace et de fournir les fonds adéquats pour garantir sa soutenabilité.

Le renforcement des capacités

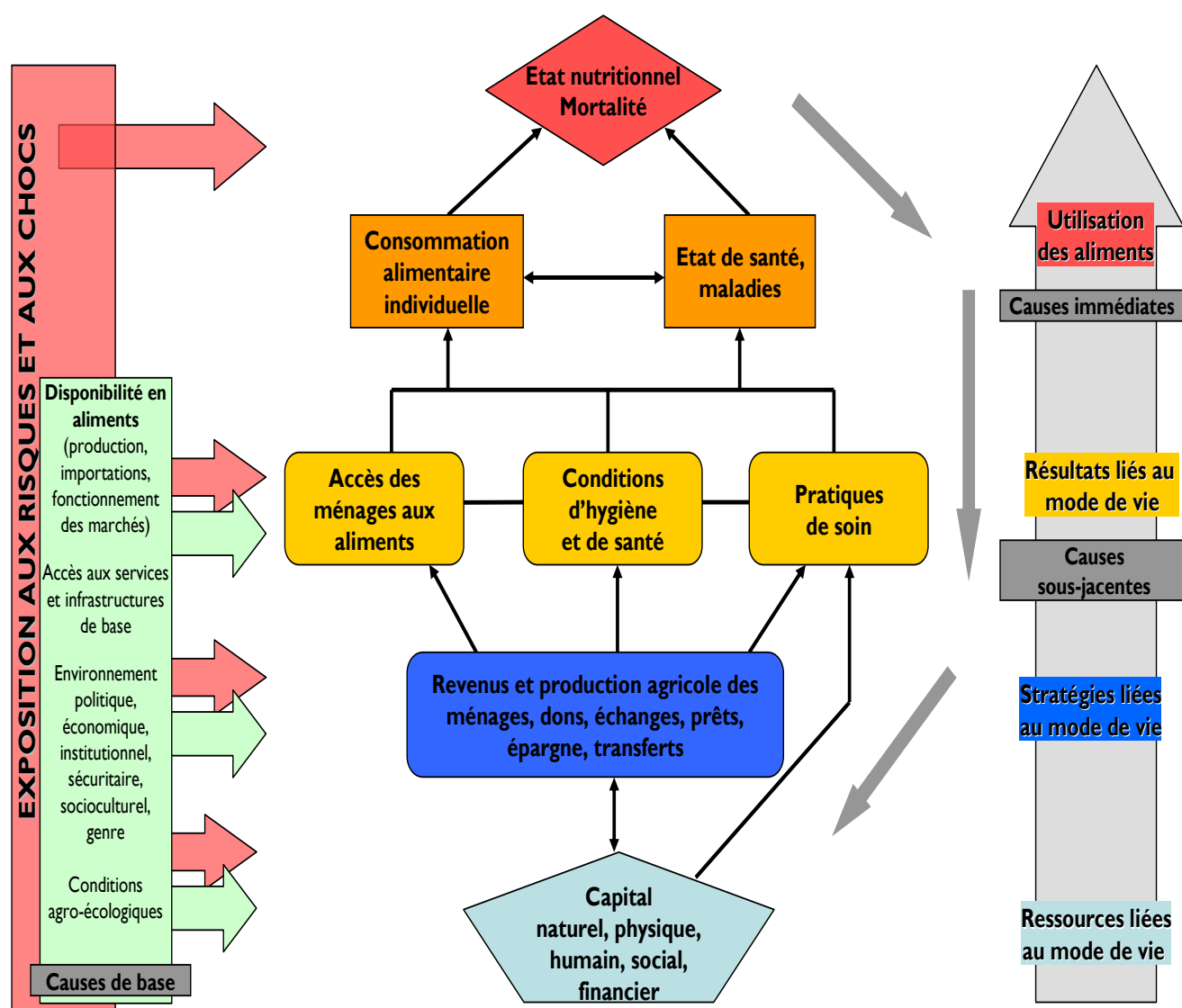
Finalement le renforcement des capacités des institutions étatiques partenaires doit occuper une place importante dans la stratégie d'intervention du PAM en Côte d'Ivoire dans un contexte de paix retrouvée et de reconstitution nationale. Dans le cadre de l'extension des activités du CILSS aux pays côtiers, le gouvernement devrait mettre en place un système d'alertes précoces. La mise en place d'un système d'alertes précoces reste très pertinente dans le nord du pays en raison des fortes variations climatiques et des problématiques de sécurité alimentaire proches de celles du sahel. Le PAM devrait jouer un rôle important dans cette initiative.

¹⁰ Voir Grosh et al. (2008) pour une description complète de filets sociaux de sécurité.

8 ANNEXE

ANNEXE A : CADRE CONCEPTUEL DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Cadre Conceptuel de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle



Le score de consommation alimentaire (SCA) des ménages est calculé en utilisant la formule suivante :

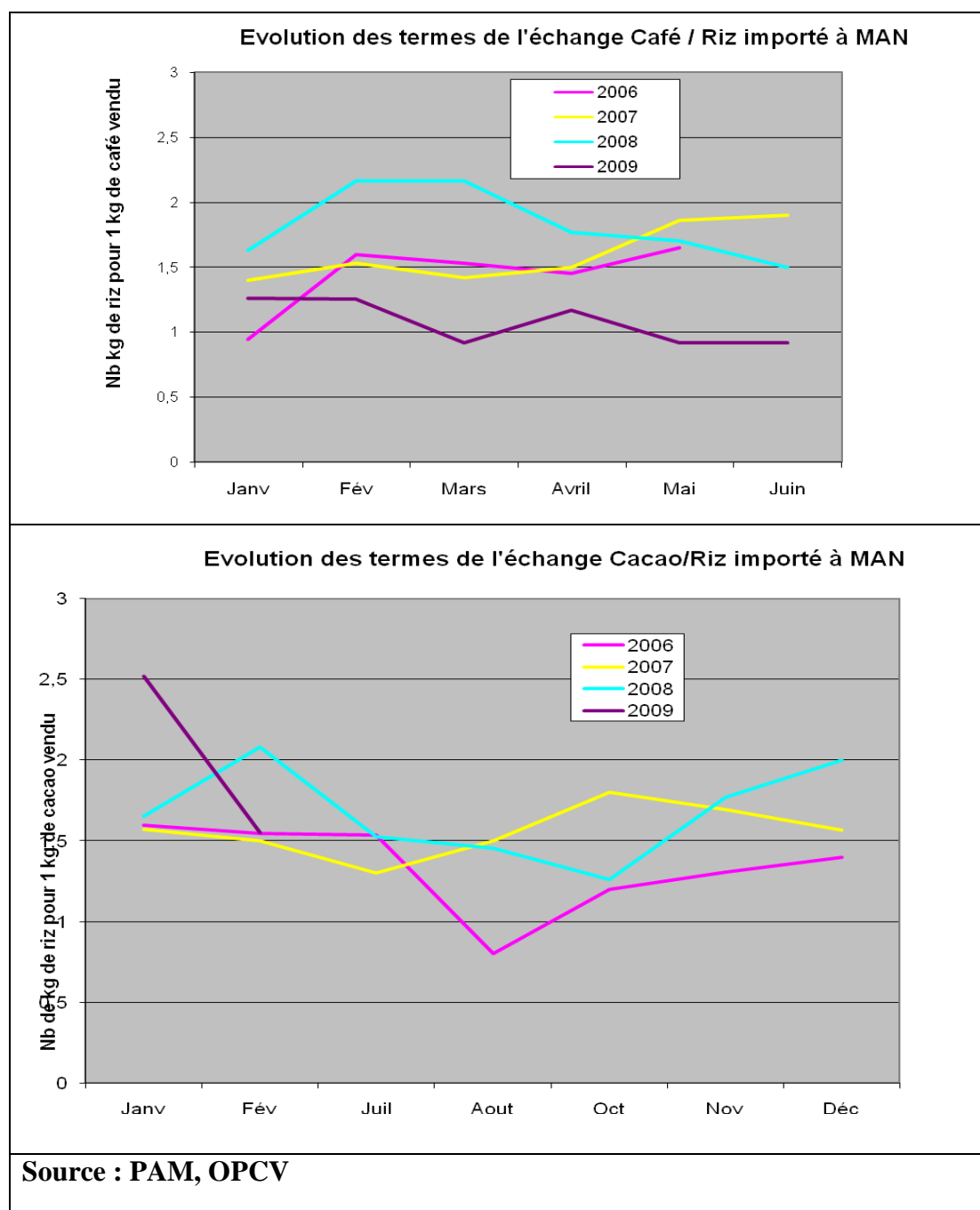
$$\text{Score} = a_{\text{cereale}}x_{\text{cereale}} + a_{\text{legmnse}}x_{\text{legmnse}} + a_{\text{leg}}x_{\text{leg}} + a_{\text{fruit}}x_{\text{fruit}} + a_{\text{animal}}x_{\text{animal}} + a_{\text{sucres}}x_{\text{sucres}} + a_{\text{lait}}x_{\text{lait}} + a_{\text{huile}}x_{\text{huile}}$$

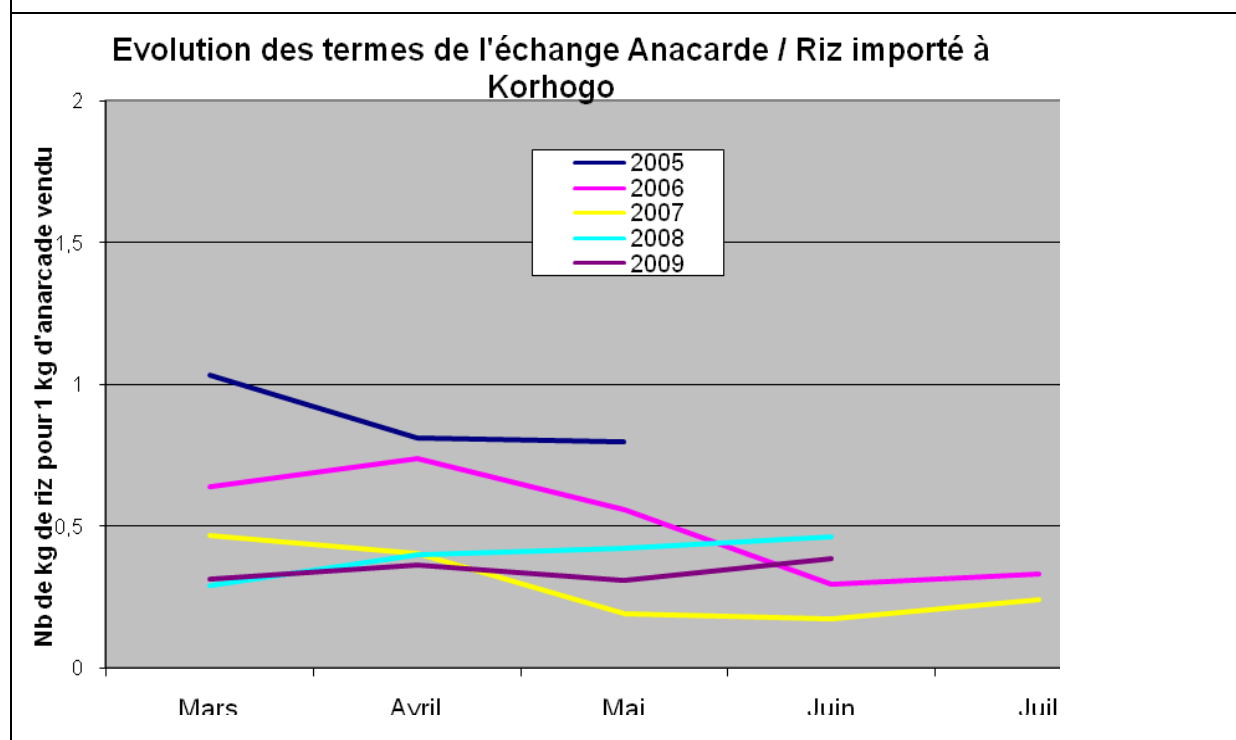
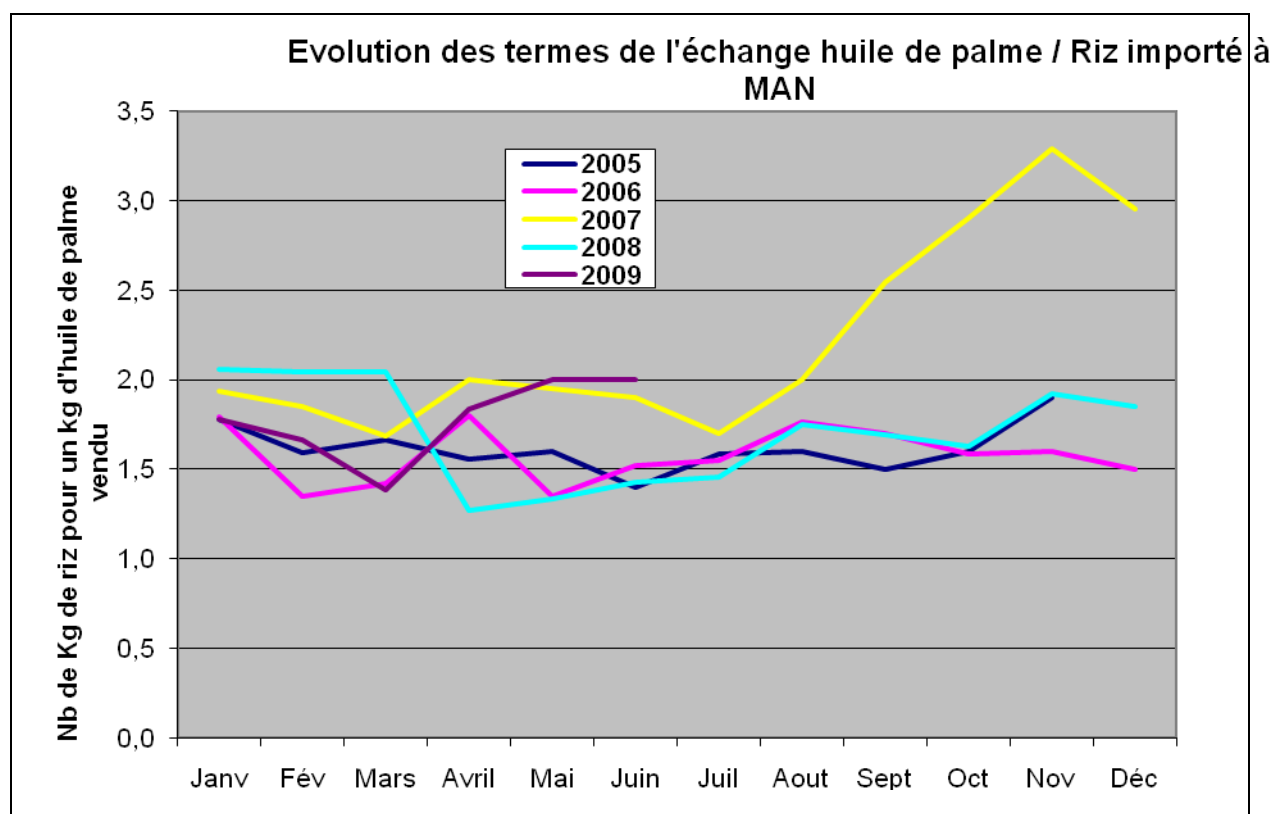
Avec : a_i = Poids attribué au groupe d'aliments. x_i = Nombre de jours de consommation relatif à chaque groupe d'aliments (≤ 7 jours)

Types d'aliments	Groupes d'aliments	Poids
Maïs, mil, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes alimentaires	<i>Céréales et tubercules</i>	2
Manioc, ignames, banane plantain, autres tubercules	<i>(aliments de base)</i>	
Arachides/Légumineuses (haricot, niébé, pois, lentilles, etc.)	<i>Légumineuses</i>	3
Légumes (+ feuilles)	<i>Légumes et feuilles</i>	1
Fruits (mangues, oranges, bananes, etc.)	<i>Fruits</i>	1
Viandes, poissons, fruits de mers, escargot, œufs	<i>Protéines animales</i>	4
Laits/Produits laitiers	<i>Produits laitiers</i>	4
Sucre, miel, autres sucreries	<i>Sucres</i>	0.5
Huiles et graisses	<i>Huiles</i>	0.5
Condiments, épices	<i>Condiments (*)</i>	0

Les seuils définis pour la Côte d'Ivoire sont les suivants : score ≤ 21 , consommation alimentaire pauvre ; 21,5 à 35 consommation alimentaire limite et score $\geq 35,5$ consommation alimentaire acceptable

ANNEXE B : EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE





Source : PAM, OPCV

ANNEXE C : REPARTITION DE LA POPULATION EN INSECURITE ALIMENTAIRE PAR REGION

Tableau 13: Estimation de la population en insécurité alimentaire par région

REGIONS	Insécurité A. sévère		Insécurité A. modérée		Sécurité alimentaire		Total insécurité alimentaire	
	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop	%
LAGUNES	-	-	28462	4,9	629992	95,1	28462	4,9
HAUT SASSANDRA	14966	1,4	68363	11,0	698826	87,6	83329	12,4
SAVANE	10451	3,0	94909	14,3	480040	82,7	105360	17,3
VALLE DU BANDAMA	7193	0,9	13099	2,5	553516	96,5	20293	3,5
MOYEN COMOE	3540	1,2	17165	5,3	326850	93,5	20705	6,5
MONTAGNE	39711	7,2	95256	16,1	480225	76,7	134967	23,3
LACS	-	-	37636	9,1	354274	90,9	37636	9,1
ZANZAN	14817	2,7	60245	10,5	589415	86,8	75061	13,2
BAS SASSANDRA	45754	2,6	298702	18,9	1018656	78,5	344456	21,5
DENGUELE	3149	0,9	17540	8,2	179451	90,8	20689	9,2
NZI COMOE	5437	1,1	51555	10,0	415228	88,9	56992	11,1
LA MARAHOUE	3395	0,4	28537	5,0	456135	94,6	31932	5,4
SUD COMOE	-	-	6154	1,6	406622	98,4	6154	1,6
WORODOUGOU	2379	1,8	25555	9,3	302764	88,9	27934	11,1
SUD BANDAMA	11951	2,5	45616	8,6	528056	88,9	57566	11,1
AGNEBY	-	-	1041	0,5	431915	99,5	1041	0,5
FROMAGER	27581	5,5	44712	7,7	508748	86,8	72292	13,2
MOYEN CAVALLY	36506	11,9	75018	17,2	348423	70,9	111524	29,1
BAFING	5773	5,6	27383	24,3	82397	70,1	33155	29,9
TOTAL	232602	2,5	1036947	10,1	8791534	87,4	1 269 549	12,6

Les pourcentages sont relatifs aux ménages et non aux individus

Tableau 14: Chocs ayant affecté les ménages au cours des 12 derniers mois précédents (en %)

Type de chocs	Régions les plus touchées
<i>Maladie et décès</i>	<i>Ensemble des régions</i>
<i>Baisse des prix aux producteurs des cultures de rente et vivrière, crise de la filière cotonnière</i>	<i>Zanzan, Lagunes, Vallée du Bandama, Sud Comoe, moyen comoé, Haut Sanssadra, Denguele, La Marahoue, Fromager</i>
<i>Inflation ou hausse des prix</i>	<i>Lagunes, Haut Sassandra, Sud Comoe, Sud Bandama</i>
<i>Maladie des cultures</i>	<i>Haut Sassandra, Bas Sassandra, Sud Bandama, La Marhoue</i>
<i>Maladie du bétail (épizooties)</i>	<i>Savane, N'Zi comoe, Vallée du Bandama, Haut Sassandra</i>
<i>Inondations</i>	<i>N'zi Comoe, Sud Comoe, Agneby</i>
<i>Sécheresse, pluies et semis tardifs, pluies irrégulières</i>	<i>Ensemble des régions</i>
<i>Pillage des récoltes et vols du bétail</i>	<i>Lagunes, Haut Sassandra, Denguele, Sud Comoe.</i>
<i>Insécurité/Violence/Combats</i>	<i>Vallée du Bandama, Montagne, Moyen Cavally</i>
<i>Destruction des cultures par les animaux</i>	<i>Savanes, Vallée du Bandama, Montagnes, Denguele, Worodougou</i>
<i>Perte d'emploi</i>	<i>Lagunes, Agneby</i>
<i>Manque de semences et d'intrants</i>	<i>Savanes, Zanzan, Denguele</i>
<i>Feux de brousse</i>	<i>Vallée du Bandama, La Marahoue, Worodougou</i>
<i>Déplacements forcés des populations</i>	<i>Vallée du Bandama, Moyen Comoé, Worodougou, Moyen Cavally</i>
<i>Dégâts des cultures provoqués par les exploitants forestiers</i>	<i>Bafing, moyen comoe, la Marhoue, Agneby</i>

Tableau 15: Matrice de validation du score de consommation alimentaire

Correlations

		Score de consommatio n alimentaire	depenses totales par mois	Revenu total des ménages	Part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales	copying strategy index	reduced copiny strategy index	Household diversity score
Score de consommation alimentaire	Pearson Correlation Sig. (2-tailed) N	1 915260	,209** ,000 915260	,112** ,000 915260	-,018** ,000 915260	-,104** ,000 915260	-,119** ,000 915260	,621** ,000 915260
depenses totales par mois	Pearson Correlation Sig. (2-tailed) N	,209** ,000 915260	1 915260	,462** ,000 915260	-,237** ,000 915260	-,072** ,000 915260	-,022** ,000 915260	,119** ,000 915260
Revenu total des ménages	Pearson Correlation Sig. (2-tailed) N	,112** ,000 915260	,462** ,000 915260	1 915260	-,183** ,000 915260	-,161** ,000 915260	-,120** ,000 915260	,026** ,000 915260
Part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales	Pearson Correlation Sig. (2-tailed) N	-,018** ,000 915260	-,237** ,000 915260	-,183** ,000 915260	1 915260	,061** ,000 915260	,042** ,000 915260	-,038** ,000 915260
copying strategy index	Pearson Correlation Sig. (2-tailed) N	-,104** ,000 915260	-,072** ,000 915260	-,161** ,000 915260	,061** ,000 915260	1 915260	,846** ,000 915260	-,016** ,000 915260
reduced copiny strategy index	Pearson Correlation Sig. (2-tailed) N	-,119** ,000 915260	-,022** ,000 915260	-,120** ,000 915260	,042** ,000 915260	,846** ,000 915260	1 915260	-,018** ,000 915260
Household diversity score	Pearson Correlation Sig. (2-tailed) N	,621** ,000 915260	,119** ,000 915260	,026** ,000 915260	-,038** ,000 915260	-,016** ,000 915260	-,018** ,000 915260	1 915260

** . Correlation is significant at the 0.01 level (2-tailed).

La matrice de corrélation ci-dessus montre que l'indicateur: le score de consommation alimentaire est significativement corrélé et de façon cohérente avec les principaux indicateurs d'accès à la nourriture et de mesure de pauvreté. L'indicateur de score de consommation alimentaire est de ce fait un bon indicateur proxy pour mesurer le niveau de sécurité alimentaire des ménages en Côte d'Ivoire.

Tableau 16: Matrice de corrélation entre le score de diversité des enfants de 6-23 mois, le score de consommation alimentaire et le score de diversité du ménage

Matrice de corrélation

		Score diversité du ménage	Score consommation du ménage	Score diversité enfants de 6 à 23 mois
Score diversité du ménage	Pearson Correlation	1	,679**	,226**
	Sig. (2-tailed)		,000	,000
	N	267753	267753	267753
Score consommation du ménage	Pearson Correlation	,679**	1	,173**
	Sig. (2-tailed)	,000		,000
	N	267753	267753	267753
Score diversité enfants de 6 à 23 mois	Pearson Correlation	,226**	,173**	1
	Sig. (2-tailed)	,000	,000	
	N	267753	267753	267753

** . Correlation is significant at the 0.01 level (2-tailed).

ANNEXE D: BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Côte d'Ivoire, « Document de relance du développement et de réduction de la pauvreté : DSRP », Janvier 2009.

Coates, Jennifer, Anne Swindale, Paula Bilinsky, Echelle de l'Accès déterminant l'Insécurité alimentaire des Ménages (HFIAS) pour la Mesure de l'Accès alimentaire des Ménages : Guide d'Indicateurs. Food and Nutrition Technical Assistance Project (FANTA), Washington DC, Août 2007.

Daniel Maxwell, Richard Carwell, "Coping Strategies Index", USAID, CARE, WFP, FIC, TANGO, January 2008.

Institut National de la Statistique, PAM, FAO, « Enquête approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux : données brutes », Mai 2009.

Institut National de la Statistique « Enquête sur le niveau de vie des ménages (ENV2008) », Octobre 2008.

Ministère de l'agriculture, « Enquête approfondie de la sécurité alimentaire : EASA 2009 », Juin 2009.

Ministère de l'agriculture, « Evolution du secteur agricole et conditions de vie des ménages », Mars 2009

PAM, FAO et al, « Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages », Octobre 2006.

PAM, « Système de suivi de la sécurité alimentaire, note de synthèse : round de mai 2008 », Août 2008,

PAM, « Système de suivi de la sécurité alimentaire, note de synthèse : round de Août 2008 », Novembre 2008.

PAM, « Système de suivi de la sécurité alimentaire, note de synthèse : round de Novembre 2008 », Février 2009.

PAM, « Document de révision budgétaire du PRRO »

PAM, « Comprehensive food security and vulnerability assessment guideline », Juin 2008.